

● Météo

**Baghdad sous la neige,  
un phénomène rarissime en Irak**

Lire page 24

● Presse électronique

**Alger abritera un atelier consacré  
à l'avant-projet de loi**

Lire page 4



Quotidien National d'Information - 9<sup>e</sup> Année - Mercredi 12 février 2020 - 17 Jomada Al Thani 1442 - N° 2320 - Algérie : 10 DA / 1 € www.lechodalgerie-dz.com

Plan d'action du gouvernement

# Djerad plaide pour un nouveau pacte



Lire page 3 Photo : Fatch Guidoum ©

Pouvoir d'achat du citoyen

## Le gouvernement s'emploiera à son amélioration

● Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé, hier à Alger, que le gouvernement s'emploiera à l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen à travers l'augmentation du Salaire national minimum garanti (SNMG) et ce, après une «large concertation» avec les différents acteurs et partenaires sociaux.



Lire page 5 Photo : Fatch Guidoum ©

## Boumerdès

### 3 morts et 3 blessés dans 3 accidents distincts de la circulation

Trois personnes sont décédées et trois autres ont été blessées dans trois accidents distincts de la circulation survenus, dans la nuit de lundi à mardi, sur le réseau routier de la wilaya de Boumerdès, a-t-on appris auprès de la direction de la protection civile, qui assure que la vie des blessés est «hors de danger». Le premier accident est survenu lundi vers 22h, sur la route menant vers le lieu dit «Ouled Ali» de la banlieue de Khmiss El Khechna (ouest de Boumerdès), lorsqu'un véhicule utilitaire a percuté deux personnes, dont un jeune homme de 25 ans, mort sur le coup, et une femme (21 ans) atteinte de blessures multiples, a indiqué, à l'APS, le chargé de la communication auprès de ce corps constitué, le lieutenant Bouchachia Hocine. «La femme blessée a été transportée à la polyclinique de Khmiss El Khechna, où sa vie est

hors de danger», a-t-il ajouté. Un autre véhicule utilitaire a dérapé, dans la même nuit de lundi, sur la rocade Zerelda - Boudouaou, au lieu dit «Kara Mustapha» de la commune d'Ouled Moussa (à l'ouest). «Il a percuté un homme de 35 ans, mort sur place, en plus d'une femme (25 ans) atteinte de blessures, mais sa vie est hors de danger», a souligné le même responsable. Le 3<sup>e</sup> accident, également à l'origine de la mort d'une personne (42 ans) et de blessures légères pour une autre, est survenu aux environs de mardi à 9h, suite au dérapage d'un véhicule utilitaire conduit par la victime, sur la RN12, à l'entrée de la ville des Issers (Est). La dépouille de la victime a été transférée vers la morgue de l'hôpital de Bordj Menaiel, est-il précisé de même source.



## ● Adrar Deux morts et cinq blessés dans un incendie à Timimoun

Deux fillettes, âgées d'un an et demi, et cinq ans, ont péri dans un incendie, qui s'est déclaré, ce mardi, dans une habitation familiale à Timimoun (220 km au nord d'Adrar), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile (PC). L'incendie, circonscrit par des éléments de la Protection civile, est survenu au niveau de la cité 32-Logements dans le centre ville de Timimoun, causant des brûlures à trois autres membres de la famille, dont le père (45 ans) et sa fille (8 ans) au niveau des bras et des jambes, ainsi que la mère (31 ans) au niveau du visage et de la poitrine, a-t-on indiqué. Les agents de la Protection civile ont sauvé leur garçon (4 ans) et évacué deux voisines de la famille, atteintes de brûlures légères, a-t-on ajouté. Les corps des deux victimes ont été déposés à la morgue de l'établissement public hospitalier (EPH) de Timimoun, où ont été également admises les victimes de l'incendie. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances exactes de ce sinistre.

Malia S.

## ● Bouira Saisie de plus de 9 quintaux de viande avicole

Une quantité de plus de neuf quintaux de viande de volaille (poulet) a été saisie, ce mardi, par les services de la police lors d'une opération effectuée près du marché hebdomadaire des fruits et légumes de la ville de Bouira, a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Selon les détails fournis par le chargé de la communication de la sûreté de wilaya, le commissaire de police Samir Toutah, la saisie a été opérée par l'unité de la police de l'urbanisme et de l'environnement. «Notre unité de la police de l'urbanisme et de l'environnement a arrêté, dans la matinée de mardi, un camion frigorifique près du marché des fruits et légumes de la ville avant de découvrir à l'intérieur du véhicule une quantité de 916 kilogrammes de viande de poulet destinée à la commercialisation sans détention de certificat des services vétérinaires», a précisé le commissaire Toutah. Après vérification et enquête avec les services agricoles et ceux de la direction de commerce, il s'est avéré que quatre quintaux de poulet saisis étaient impropres à la consommation. «Cette quantité impropre à la consommation a été transférée vers un centre d'enfouissement technique pour éradication, alors que les 516 kg restants l'ont été vers l'établissement public hospitalier Mohamed-Boudiaf de Bouira pour consommation», a expliqué le même responsable de police.

M. S.

## Souk Ahras Saisie de plus de 40 pièces archéologiques préhistoriques et arrestation de 2 personnes

Les éléments de la brigade économique et financière (section de lutte contre l'atteinte au patrimoine culturel) de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Souk Ahras ont saisi plus de 40 pièces archéologiques préhistoriques et arrêté deux personnes qui s'appropriaient à les vendre, apprend-on, ce mardi, du chargé de communication de la sûreté de wilaya, le lieutenant Hamza Sassi. Dans une déclaration à l'APS, la même

source a précisé que ces mêmes éléments ont agi sur la base d'informations relatives à un trafic d'antiquités par deux suspects qui ont été arrêtés en flagrant délit de vente de pièces archéologiques. La perquisition des maisons des suspects, après autorisation du procureur de la République, a permis de découvrir dans l'une des deux maisons 40 pièces archéologiques du patrimoine protégé

par la loi. L'examen effectué par des experts du musée national de Cirta (Constantine) a révélé que ces pièces sont des outils taillés sur silex de la période préhistorique protégé en vertu de la loi sur le patrimoine culturel 04/98. Présentés devant la justice pour «délit de vente et recel de biens culturels classés et trafic», les mis en cause ont été placés sous contrôle judiciaire, est-il indiqué.

## Accidents de la circulation 25 morts et 1318 blessés en une semaine

Vingt-cinq personnes ont trouvé la mort et 1318 autres ont été blessés dans 1136 accidents de la circulation enregistrés durant la période

du 2 au 8 février au niveau national, selon un bilan publié mardi par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la

wilaya de Souk Ahras où 7 personnes sont décédées et 32 autres blessées dans 9 accidents de la route, précise la même source. Par ailleurs,

les unités de la Protection civile sont intervenues pour procéder à l'extinction de 711 incendies urbains, industriels et autres.

## Ouargla 8 ans de prison ferme pour trafic de psychotropes

Des peines de huit années de prison ferme assortie d'une amende d'un million de dinars ont été prononcées ce mardi par le tribunal criminel de Ouargla à l'encontre de H.B. (30 ans), D. B. (38 ans) et N. Dj. (34 ans) pour détention et transport de psychotropes. Dans la même affaire, M. Dj. (30 ans) a écopé d'une année de prison ferme et d'une amende de 50.000 DA pour détention de drogue destinée à la

consommation personnelle. L'affaire remonte au mois de juin 2019 lorsque les services sécuritaires avaient intercepté un véhicule touristique dans la région de Hassi Benabdallah, avec à son bord D.B., N. Dj. et H.B., et où il a été découvert 5570 comprimés de psychotropes soigneusement dissimulés. Quant à H.B., il a reconnu avoir ramené cette «marchandise» prohibée de la région de Bir El Ater

(Tébessa) pour l'acheminer à Ghardaïa, en impliquant lors de son périple D.B., N. Dj. et aussi M. Dj. qui devait leur assurer le gîte et sur lequel a été découvert un morceau de kif traité. Le représentant du ministère public a requis dans cette affaire la prison à vie pour l'ensemble des mis en cause pour détention et transport de psychotropes dans un objectif de vente.

<p>Édité par la Sarl Echo Médias Algérie</p> <p><b>Directeur Général Fondateur</b> Tewfiq Meraou</p> <p><b>L'ÉCHO D'ALGERIE</b> Quotidien National d'Information</p> <p>www.lechodalgerie-dz.com</p>	<p><b>Directeur de la Publication</b> Ahsene Saaid</p> <p><b>Directrice de la Rédaction</b> D<sup>e</sup> Lila Meraou</p> <p>Rédacteur en Chef Mouloud Hamdi</p> <p><b>Directeur Technique</b> Walid Boumaaraf</p>	<p><b>Siège Social</b> : 32, Avenue de Maubeuge - Alger</p> <p><b>Rédaction</b> : 5F, rue des 3 Frères - Bouadou Bir Mourad Rais - Alger</p> <p>Tél-Fax : 023 54 23 23 / 023 54 23 02</p> <p><b>Direction de la publicité</b> : Tél-Fax : 023 54 23 04</p> <p>بنك التنمية المحلية BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL</p> <p>Compte N° : 005001114002013631013</p>	<p><b>Anep</b> Tél : 021 73 76 78 021 73 71 28 Fax : 021 73 95 59</p> <p><b>Diffusion</b> Ouest-Centre-Est Zigzag Expresse Impression SIA</p>	<p>● Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.</p>
	<p>E-mail : echodalgerie@gmail.com</p>		<p>L'Echo d'Algérie Quotidien National d'Information</p>	<p>@echodalgerie_dz</p>

## Plan d'action du gouvernement

# Djerad plaide pour un nouveau pacte

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé, hier, que le gouvernement œuvrait à contribuer «efficacement» à l'édification d'une nouvelle Algérie à travers un pacte nouveau englobant l'ensemble des aspects de la gouvernance politique, économique et sociale.

Intervenant à l'occasion de la présentation du plan d'action de son gouvernement devant les députés, il a indiqué que «le gouvernement, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, œuvre à contribuer de manière efficace à la construction d'un «new deal for a new Algérie» (un nouveau pacte pour une nouvelle Algérie) qui englobera l'ensemble des aspects de la gouvernance politique, économique et sociale, avec l'objectif de recouvrer la confiance de notre peuple en ses gouvernants et en ses institutions». A cet égard, le Premier ministre a souligné que «le rétablissement et le renforcement de la confiance entre le peuple et ses dirigeants passent par une démocratie basée sur les principes de l'alternance au pouvoir, le respect des libertés individuelles et collectives, la justice sociale et la consolidation de l'Etat de droit». Dans le même contexte, il a affirmé que le gouvernement aspire à une «société dans laquelle il n'y aura pas de place pour les différences entre les Algériens, et ce, quel que soit leur niveau social», ce qui permettra de «garantir à tout un chacun l'égalité des chances, dans le cadre d'un système démocratique consacrant l'indépendance de la justice et la légitimité des institutions». Il a ajouté que le gouvernement s'attèlera à «assainir l'héritage désastreux» de la gouvernance des années précédentes par la «mise en place de nouvelles pratiques ouvrant la voie à un changement politique et économique auquel aspire le peuple algérien». Le Premier ministre a souligné, à cet effet, que le «nouveau pacte» sera concrétisé à travers «la triptyque développement humain, transition énergétique et économie de la connaissance et numérique». Djerad a relevé que l'Algérie a connu, au cours de ces dernières années, «une gestion catastrophique de l'Etat ainsi que des pratiques autoritaires ayant mené au pillage et à la dilapidation des richesses du pays et à la destruction systématique de ses institutions et de son économie dans le but d'accaparer ses biens». Il a précisé que ces pratiques ont entraîné «la marginalisation des compétences nationales, sincères et honnêtes, déstabilisant ainsi les fondements même de l'Etat, et menaçant l'unité du peuple». Le Premier ministre a affirmé que cette «réalité amère» avait incité les Algériens, toutes franges confondues, à sortir le 22 février 2019 pour «condamner et rejeter cette tentative d'affaiblir notre pays» et empêcher par la même que «cette situation ne se reproduise plus». Djerad a, en outre, indiqué que le peuple algérien revendique un «changement global du système qui est révolu et souhaite l'émergence de pratiques politiques saines et une véritable démocratie, ainsi qu'une gouvernance économique moderne et transparente, à même de prémunir le pays contre la corruption, le népotisme et la désinformation». Le projet de plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République dresse un état des lieux, en relevant, d'abord, que le peuple algérien «dans un

formidable sursaut, historique, caractérisé par un pacifisme hors du commun», a exprimé et affirmé «sa forte aspiration pour le changement, la démocratie, la justice sociale et l'Etat de droit». Ces valeurs fondamentales sont à la base des besoins exprimés par les Algériens et les Algériennes qui sont sortis pacifiquement, le 22 février 2019, pour «mettre fin aux errements du pouvoir d'alors et demander une refonte de la gouvernance de l'Etat allant dans le sens d'une réelle démocratie qui permet au peuple d'être la source unique de tous les pouvoirs». Le plan d'action met en évidence, ensuite, une crise multidimensionnelle issue de «dériver successives» dans la gestion des affaires publiques et d'une «mainmise de forces occultes et extraconstitutionnelles sur les leviers de la décision politique», ayant eu pour conséquence une «corruption érigée en système de gouvernance» et faisant peser des «menaces majeures» sur la souveraineté nationale. «Faisant sienne cette dynamique historique» (ndlr : mouvement populaire du 22 février), le gouvernement affirme qu'il veillera à concrétiser, dès l'aboutissement de la révision constitutionnelle, l'engagement du président de la République de revoir, d'une manière «profonde», l'ensemble du dispositif d'organisation des élections dans l'objectif d'en faire un «véritable moyen d'expression de la volonté populaire». La nouvelle politique économique et financière constituera, quant à elle, le «fer de lance» de l'action du gouvernement qui ambitionne, à travers le présent plan d'action, de créer les mécanismes pour la relance du développement et l'émergence d'une économie diversifiée, créatrice d'emplois et de richesses et «libérée du carcan bureaucratique qui étouffe non seulement les entreprises mais qui bloque, également, la capacité de notre économie à croître durablement». D'autre part, un nouveau mode de gouvernance empreint de «rigueur et de transparence», marquant une rupture radicale avec les anciens modes de gouvernance ayant conduit à de graves déviations et dérives, est prôné par le gouvernement. Ce nouveau mode de gouvernance prévoit, notamment, la refonte du dispositif législatif d'organisation des élections, la moralisation de la vie publique et la refonte de l'organisation et des modes de gestion de l'Etat et de ses démembrements. Le mode de gouvernance des institutions publiques, adopté jusque-là, a montré ses limites pour assurer aux citoyens les progrès sociaux, économiques et politiques à la hauteur des aspirations de la société. Le premier volet de ce nouveau mode de gouvernance a trait à une refonte du dispositif législatif d'organisation des élections. A cet effet, le gouvernement veillera à concrétiser, dès l'aboutissement de la révision constitutionnelle, l'engagement du président de la République de revoir d'une manière profonde, l'ensemble du dispositif d'organisation des élections dans l'objectif est d'en faire un «véritable moyen d'expression de la volonté populaire». En ce sens, le gouvernement compte renforcer le caractère inclusif de l'Autorité



Ph : Fateh Guidoum ©

nationale indépendante des élections (ANIE) dans le souci de consolider le processus démocratique du pays, à travers l'enracinement des principes de neutralité, de régularité, de transparence et de crédibilité des opérations électorales. La refonte du dispositif législatif encadrant les élections permettra de consacrer définitivement le retrait de l'administration du processus d'organisation des élections, à travers la mise en place des mécanismes nécessaires à même de garantir l'indépendance totale de cette autorité vis-à-vis du pouvoir exécutif et judiciaire. Il s'engage également à prévoir, dans le projet de révision du dispositif légal encadrant le régime électoral, un ensemble de mesures dont l'objectif est de favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'élus compétents et intègres.

### **Le deuxième volet a trait à la lutte contre la corruption.**

En effet, le gouvernement compte inscrire la lutte contre la corruption dans toutes ses formes, la moralisation et la transparence de l'action publique, au cœur du processus de réforme des services de l'Etat, souligne le document. Il s'engage ainsi à «mener une lutte résolue contre la corruption, le népotisme et le clientélisme» et en fera «un engagement ferme et un axe d'action prioritaire. Il s'agit de la révision des dispositions de la loi relative à la lutte contre la corruption, à travers, notamment la création d'une agence nationale dédiée à cet effet, la requalification de la notion de transaction dans certaines affaires de corruption impliquant les personnes morales, dans l'objectif d'un recouvrement rapide des biens détournés. Il est également prévu de mettre en place des dispositions législatives concernant la protection des lanceurs d'alerte et d'un dispositif complémentaire concernant les conflits d'intérêt dans les secteurs public et privé

ainsi que la limitation du nombre de mandats dans les organisations professionnelles et les associations à caractère non politique, financées par le Trésor public, de même que le durcissement des peines pécuniaires prononcées contre les personnes morales dans les infractions de corruption. S'agissant de l'amélioration du système de suivi, de contrôle et d'audit, le gouvernement s'engage à renforcer les missions des organes de contrôle de l'Etat, notamment la Cour des comptes et l'Inspection générale des finances. Il envisage de rendre accessibles les données publiques à travers l'Open data, pour mettre en place un système performant de production de données de statistiques publiques et réunir les conditions nécessaires au développement d'une économie numérique. Le gouvernement a inscrit la refonte de l'organisation et des modes de gestion de l'Etat, comme «axe prioritaire» de son action, est-il mentionné dans le Plan d'action de l'Exécutif. Ainsi, la refonte de l'organisation de l'administration publique passe par la réorganisation, la réhabilitation et la modernisation des grands services de l'Etat, des administrations centrales et des établissements publics afin de les adapter aux exigences de l'efficacité et de l'efficience. Cet objectif sera atteint à travers notamment la réhabilitation des organismes d'aide à la gouvernance, notamment les autorités de régulation, en consolidant leur indépendance et en les dotant des moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs missions et une meilleure définition des prérogatives et des compétences respectives de l'Etat et des collectivités territoriales. Il s'agit aussi d'une redéfinition du rôle de chaque échelon territorial (commune, daïra et circonscription administrative), de la révision profonde du code de la commune et de la wilaya, la mise en place effective des wilayas nouvellement créées et l'élaboration d'un nouveau découpage administratif, à travers la création de nouvelles communes.

T. Benslimane

APN

# «L'ère de l'Algérie nouvelle nous impose à tous de rompre avec les anciennes pratiques obsolètes», souligne Chenine

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine, a affirmé, hier, que l'ère de l'Algérie nouvelle «nous impose à tous de travailler en synergie et dans la complémentarité conformément aux exigences de l'intérêt national et de la stabilité institutionnelle».

Dans son allocution à l'occasion de la présentation du Plan d'action du gouvernement par le Premier ministre, Chenine a souligné que «l'ère de l'Algérie nouvelle nous impose à tous de travailler dans le cadre de la synergie, de la complémentarité, de la coopération et de la concertation, sans occulter les réalités du terrain et la configuration politique actuelle, mais en réagissant avec elles positivement conformément aux exigences de l'intérêt national et de la stabilité institutionnelle». À ce propos, il a appelé à «la rupture avec les anciennes pratiques obsolètes, qui ont entravé les efforts, entamé les volontés et retardé les véritables initiatives de développement et de progrès sérieux». Soulignant que l'ère d'aujourd'hui est celle de la clarté et de la transparence dans la gestion, la distribution, et la prise en charge des affaires publiques, en tenant le peuple informé des réalités, des capacités et moyens disponibles loin de tout populisme, Chenine a mis en avant l'importance d'investir dans la ressource humaine en tant que «socle de tout processus d'édification solide et durable», afin de permettre, a-t-il dit «à la nouvelle République de mobiliser toutes les énergies et les potentialités pour opérer une véritable renaissance». Pour Chenine, le Plan d'action du gouvernement «traduit dans ses grandes lignes les priorités revendiquées par le peuple, en premier lieu le renouvellement du mode de gouvernance sur la base de la transparence et la moralisation de la vie publique, le rétablissement de la confiance du citoyen en ses institutions et l'autonomie de la justice, en sus des réformes financières et économiques nécessaires à la création de la richesse et non l'épuisement du Trésor public». Le président de l'APN a estimé que le processus du dialogue national prôné par le président de la

République, Abdelmadjid Tebboune, constitue «la base de la bonne gouvernance», appelant «tout un chacun à l'adhésion à cette démarche en vue de rapprocher les vues et les visions autour des questions liées au pays et à son avenir». «La patrie appartient à tous. La patrie est bâtie par tous et ses problèmes sont supportés par toutes ses composantes dans le cadre d'un Etat où la suprématie est à la loi et la justice. Un Etat où règnent la morale et la vertu, l'attachement à la préservation des fondements de la Nation et ses dimensions civilisationnelles, et la consécration des facteurs de l'unité et de cohésion au sein même du tissu social de l'Algérie, forte de sa diversité et de ses richesses», a soutenu Chenine. Il a estimé que le parachèvement de la réalisation des revendications du peuple a été l'axe du programme du Président de la République, qui a pour objectif le lancement d'un dialogue national inclusif, qui n'exclut aucune partie, et dont les conclusions consensuelles se traduisent par des réformes constitutionnelles, juridiques et économiques. Affirmant que le problème de l'Algérie c'est l'application sur le terrain, le choix pertinent de la ressource humaine et la capacité à faire prévaloir la compétence sur l'allégeance et la conviction sur la surenchère et les slogans, il a ajouté que «c'est là, un grand examen lors duquel nous veillerons, pour notre part, à apporter toute notre aide pour l'aboutissement de la démarche du gouvernement». Au plan international, le président de l'APN a réitéré «son soutien à la démarche du président de la République visant à assurer un retour en force de l'Algérie dans les fora internationaux, en tant qu'acteur actif sur la scène mondiale, et particulièrement régionale». «La voix de l'Algérie sera entendue car elle s'appuie sur les normes du droit, de la loi, du bon voisinage



Ph : Fateh Guidoum ©

et des chartes internationales et prône l'apaisement des tensions à travers le dialogue constructif et responsable entre parties en conflit pour la reconstruction des sociétés sur la base des choix de leurs peuples et la réalisation de leurs intérêts suprêmes», a-t-il ajouté. «C'est cette voie qui est empruntée dans l'initiative visant à rassembler les frères en Libye et c'est aussi celle qui a été la base du processus de réconciliation entre les frères au Mali. Elle constitue également le point d'appui de notre approche dans le traitement du dossier du Sahel fondé sur la priorité des pays concernés par la prise en charge du rétablissement de la sécurité et de la paix, avec le soutien de la

communauté internationale», a poursuivi Chenine. S'agissant de la question palestinienne, Chenine a réitéré «la position constante de l'Algérie à l'égard de cette cause juste, son engagement en faveur des droits du peuple palestinien et son droit de recouvrer ses droits par tous les moyens, conformément aux objectifs et principes de la Charte des Nations unies, considérant que ce qui a été appelé -Deal du siècle- «ne peut être une initiative de solution mais des pratiques visant à conférer une légitimité à l'occupation sioniste et son expansion au détriment de toutes les décisions internationales».

A. S. /Ag.

Santé

## Les DSP et responsables des EHU de l'Est et du Sud-Est instruits d'améliorer les services sanitaires



Ph : Fateh Guidoum ©

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a ordonné, à Alger, aux directeurs de Santé et de la Population et les directeurs généraux des Etablissements hospitaliers universitaires (EHU) des wilayas de l'Est et du Sud-Est du pays de prendre toutes les mesures et initiatives nécessaires à l'amélioration de l'accès par les citoyens aux services sanitaires de qualité, et d'associer la société civile et les représentants des malades et des partenaires sociaux. Dans le cadre des objectifs tracés dans le programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, après le diagnostic qu'il a effectué concernant la situation du secteur de la Santé, Benbouzid a tenu, lundi, au siège du ministère, une réunion avec les cadres des wilayas de l'Est et du Sud-Est du pays. A l'issue de la réunion, Benbouzid a donné plusieurs recommandations sur la base du plan d'urgence visant la réalisation de

résultats à court terme à travers «l'amélioration de la prise en charge des patients au niveau des urgences médico-chirurgicales et la réunion des conditions d'hygiène, de bon accueil et d'orientation. Parmi ces recommandations figurent également la réhabilitation des structures de santé de proximité afin de réduire la pression sur les EHU, en sus de l'amélioration de prise en charge de la femme enceinte en trouvant des solutions à la surcharge des services de gynécologie obstétrique. Le ministre a recommandé, en outre, l'amélioration des conditions de transfert des malades et ce, à travers l'application stricte de l'instruction sur les conditions de transfert des malades, mais également la nécessité d'améliorer les conditions de travail des équipes médicales et paramédicales pour leur permettre de mener à bien leurs missions et l'amélioration de la prise en charge des cancérux en matière d'accès au traitement et aux médicaments, a conclu le communiqué.

Presse électronique

## Alger abritera un atelier consacré à l'avant-projet de loi

Un atelier consacré à l'avant-projet de loi sur la presse électronique se tiendra le 20 février en cours à Alger, avec la participation de l'ensemble des professionnels du secteur, a annoncé, ce mardi, le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer. Dans une déclaration à la presse en marge d'une séance à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée à la présentation du plan d'action du Gouvernement, Belhimer a précisé que cet atelier, le premier d'une série d'ateliers prévus sur la

réforme du secteur de la Communication, aura lieu à l'École supérieure de journalisme et «réunira l'ensemble des professionnels du secteur, des académiciens, des opérateurs et des experts pour leur soumettre un exposé démonstratif et un avant-projet de texte avant son adoption par l'Exécutif». Il a fait état, par ailleurs, de la révision de certains textes de loi régissant le secteur de la Communication, notamment en matière de publicité et de l'audio-visuel, ajoutant que le Conseil national de la presse «remplacera

l'Autorité de régulation de la presse écrite» et aura pour missions d'«établir la carte professionnelle, contrôler la diffusion par rapport à la publicité et instaurer, probablement, un tribunal arbitral de suivi et de l'éthique». Il a, en outre, souligné l'importance d'instaurer un «dialogue permanent» entre les professionnels du secteur, les experts, les académiciens et toutes les parties prenantes à l'acte de communication dans une démarche «inclusive et résiliente».

M. M.

## Pouvoir d'achat du citoyen

# Le gouvernement s'emploiera à son amélioration

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé, hier à Alger, que le gouvernement s'emploiera à l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen à travers l'augmentation du Salaire national minimum garanti (SNMG) et ce, après une «large concertation» avec les différents acteurs et partenaires sociaux.

La garantie des nécessités d'une vie décente à tous les citoyens, sans exclusion aucune, «n'est nullement une faveur de la part de l'Etat, mais l'une de ses missions initiales et c'est aussi un engagement du gouvernement vis-à-vis du peuple», a indiqué Djerad lors de la présentation du Plan d'action du gouvernement devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN). A ce propos, il a affirmé que la protection et la promotion des personnes aux besoins spécifiques ainsi que leur insertion dans la vie professionnelle «demeurera une préoccupation permanente pour les pouvoirs publics qui œuvreront aussi à la promotion de l'enfance, des adolescents et des personnes âgées». Soulignant que la préservation et la consolidation des systèmes de sécurité sociale et de retraite «figurent parmi les priorités du gouvernement», le Premier ministre a cité, dans ce cadre, le lancement de la contractualisation en matière de soins, l'élargissement de l'assiette des cotisations, l'intégration graduelle des personnes activant dans l'informel et la création d'une branche retraite complémentaire au sein de la Caisse nationale des retraites (CNR) et de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS). Par ailleurs, Djerad a mis en avant l'impératif d'accorder à notre système éducatif «une priorité majeure» et de «conférer davantage d'efficacité au rôle de l'université sur les plans scientifique et social», ajoutant que l'évolution accélérée du savoir scientifique «nous impose la révision des méthodes et programmes d'enseignement». Au volet de la santé, le Premier ministre a fait savoir que les efforts du gouvernement seront focalisés sur la consolidation et l'organisation des offres de soins, dont



Ph : Fatch Guidoum

les grandes lignes portent sur «le rapprochement de la santé du citoyen, le renforcement de la prévention et des soins de proximité, la correction des disparités géographiques et sociales, en veillant à assurer des prestations de qualité en respect de la dignité du malade». Il a fait état parallèlement du développement des industries du médicament et autres produits à usage médical pour atteindre 70% de la production locale sur les génériques et 30% en produits de spécialité et «ériger l'industrie pharmaceutique nationale en secteur créateur

de richesses». Le Premier ministre a, par ailleurs, précisé que le «Plan d'action proposé vise à mettre en œuvre les engagements annoncés par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans son Programme». Il sera «détaillé avec méthodologie dans des programmes d'action sectoriels qui seront soumis à un suivi et à une évaluation continue pour atteindre les objectifs escomptés», a-t-il expliqué. De plus, le gouvernement procédera à l'évaluation de tous les textes législatifs et réglementaires régissant les activités des

départements ministériels afin d'assainir les situations qui touchent aux droits des citoyens ou qui font ressortir un cumul de dispositions contradictoires et, donc, inapplicables», a-t-il souligné. Djerad a, en outre, évoqué «les instructions données aux départements ministériels et aux administrations pour les amener à lutter en permanence contre la bureaucratie, à travers l'analyse de toutes les démarches exigées actuellement dans les relations entre le citoyen et l'administration, les relations avec les institutions, voire celles régissant les administrations, en particulier en matière de comptabilité publique, d'organisation budgétaire et fiscale et de règlementation commerciale, où des procédures complexes continuent de prévaloir en l'absence de modernisation». Il a aussi mis l'accent sur «la nécessaire promotion du système juridique qui doit impérativement se hisser aux normes internationales pour permettre à notre économie de s'ouvrir sur le monde et de s'intégrer dans la dynamique de l'économie moderne». Quant au volet relatif à la politique extérieure, à la sécurité et à la défense nationale, le Premier ministre a mis en avant «l'importance du renforcement du rôle et de l'influence de l'Algérie sur la scène internationale et continentale, de l'approfondissement de ses relations de coopération avec l'ensemble de ses partenaires et de la protection et de la promotion des intérêts de notre communauté nationale à l'étranger». Djerad a enfin renouvelé l'engagement du gouvernement en faveur de «la consolidation de la sécurité et de la défense nationale pour la préservation de l'intégrité territoriale du pays et le renforcement de sa stabilité».

Yasmina Derbal / Ag.

## Transition énergétique

### Nécessité de mesures incitatives et d'autres coercitives



Des mesures incitatives et d'autres coercitives sont nécessaires afin d'associer la population au programme national de transition énergétique à travers le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, ont indiqué, hier

à Alger, plusieurs universitaires nationaux. Animant une table ronde intitulée «Les énergies renouvelables pour une économie d'énergie, un impératif ou un choix?», au sein de la 3<sup>e</sup> édition du Salon de l'électricité et des énergies renouvelables (10-13 février), le professeur à l'Ecole supérieure d'économie d'Oran, Senouci Benabbou, a estimé que la transition énergétique constitue l'alternative la mieux indiquée «pour éviter une éventuelle situation d'impasse». Ceci, à travers une politique incitative (sensibilisation) et une autre coercitive s'appuyant sur une fiscalité adéquate. Il a ainsi fait savoir que cette transition énergétique s'appuie sur deux axes principaux: le développement du renouvelable et la mise en application du concept d'efficacité énergétique. L'intervenant a souligné les outils et les politiques nécessaires pour renforcer l'efficacité énergétique notamment à travers l'étiquetage de performance énergétique visant à sensibiliser le consommateur et l'influencer dans ses choix. De plus, il a noté l'intérêt d'imposer l'efficacité énergétique dans le bâti neuf, rappelant que ce secteur consomme 41% de l'énergie finale au niveau national. «La transition énergétique doit passer par une sobriété énergétique conduisant à consommer moins en faisant la chasse aux gaspillages à toutes consommations inutiles. Elle suppose un comportement d'utilisation rationnelle de l'énergie», note Benabbou. Selon lui, l'autre aspect de l'efficacité énergétique repose sur le développement et l'utilisation de produits, de techniques et d'équipements présentant de hautes perfor-

mances énergétiques. Ceux-ci permettent de diminuer encore les consommations d'énergie pour un niveau de prestation égal. Par ailleurs, le professeur Benabbou a soulevé les entraves à cette transition énergétique que constitue notamment le prix moyen du carburant estimé à 0,180 euro/litre. «L'Algérie se classe parmi les 10 premiers pays au monde où le carburant est le moins cher selon une étude élaborée par un cabinet d'étude. Et ce, même après les augmentations de prix successives portées par les dernières Lois de Finances», constate-t-il. Pour sa part, le professeur Abdelghani Harrag, de l'université Ferhat-Abbas (wilaya de Sétif), estime que «le basculement vers cette transition énergétique est très difficile à réaliser du fait des prix nationaux des énergies fossiles». «C'est pour cela qu'il est nécessaire de mettre en œuvre des mesures incitatives et d'autres coercitives», a-t-il expliqué ajoutant que les pouvoirs publics doivent réaliser un important travail de sensibilisation de la population. «Ce travail de sensibilisation de la population constitue l'un des chantiers importants de cette transition», a-t-il insisté. De plus, pour aller vers la transition énergétique, le professeur Harrag a préconisé la mise en œuvre d'un programme intégrant le développement des moyens supportant cette transition énergétique, l'incitation à l'investissement et l'adaptation de la réglementation «pour la rendre plus pratique et compréhensible par les différents acteurs du secteur énergétique».

N. I.

## SIPHAL

### La 14<sup>e</sup> édition du Salon international de la pharmacie du 19 au 22 février à Alger

La 14<sup>e</sup> édition du Salon international de la pharmacie et de la parapharmacie (SIPHAL 2020) se tiendra du 19 au 22 du mois en cours au Palais des expositions d'Alger à indiqué, hier, un communiqué de la société organisatrice. Organisé par l'entreprise «Esprit ouvert», le SIPHAL 2020 sera placé cette année sous le haut patronage du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière avec le parrainage du

ministre de l'Industrie pharmaceutique, a ajouté la même source. Placé sous le thème «La sécurisation pharmaceutique», l'événement accueillera sur une surface totale de 15 000 m<sup>2</sup> les acteurs et opérateurs du médicament en Algérie, les institutions publiques, les prestataires, les sociétés de services et d'ingénierie, ainsi que l'ensemble des représentations professionnelles du secteur de la pharmacie. Sont invités également à participer, les

pharmaciens d'officines, les hospitaliers, les pharmaciens d'industrie ainsi que l'ensemble des professionnels de la santé, mais aussi les étudiants. D'autres intervenants professionnels (CNO, SNAPO, UNOP, ADPHA, PCH, ANPP, SAPHO) seront également invités pour livrer leurs éclairages et expertises sur les sujets de cette année et sur les aspects du secteur de la santé et de la pharmacie. «Esprit Ouvert», qui se définit comme une

startup exerçant dans le domaine de la communication et de l'événementielle pharmaceutique, œuvrait à apporter des solutions à la fois aux opérateurs, aux professionnels ainsi qu'aux usagers de la santé. A ce titre, elle édite le Dictionnaire algérien du médicament (DAM) considéré comme un outil d'aide à la prise de décision pour tous les professionnels exerçant dans ce domaine à travers le territoire national.

## Agriculture et développement rural

# Omari installe un Comité de suivi des concours pour promouvoir l'esprit de compétitivité

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Chérif Omari, a présidé, avant-hier, à Alger, la cérémonie d'installation du Comité national de mise en œuvre et de suivi des concours agricoles visant à instaurer l'esprit de compétitivité pour la promotion de la production locale.

Lors de la cérémonie d'installation, organisée au siège de la Chambre nationale d'agriculture (CNA), Chérif Omari a insisté sur l'importance de cette initiative en tant que moyen pour mettre en exergue la diversité et la qualité du produit national et promouvoir la production à travers la création d'un climat de compétitivité au profit des agriculteurs sur l'ensemble du territoire nationale, ce qui permettra «de renforcer le marché national et de trouver des marchés extérieurs en vue de la diversification des exportations du pays». Le président de la CNA, Ladjal Bounoua Doubi a été désigné à la tête de ce comité, qui compte un directeur de la formation et de la vulgarisation agricole, un directeur de la régulation de la production agricole, un directeur des services vétérinaires, un directeur de la protection des végétaux et du contrôle technique, les présidents des Conseils nationaux interprofessionnels des différentes filières agricoles et un représentant des associations nationales professionnelles de chaque filière. Concernant les lauréats de ces concours consacrés aux différentes filières, Omari a fait savoir que ces derniers devront bénéficier de plusieurs avantages. «L'agriculteur ou l'éleveur lauréat sera reconnu comme producteur de référence au niveau de sa région, voire national, et aura la priorité pour participer aux expositions et manifestations nationales et internationales à même d'être le meilleur ambassadeur de la production locale», a-t-il poursuivi. Le ministre a affirmé que cette compétition permettra de mettre la lumière sur la qualité du produit national à travers les régions et zones rurales et de faire connaître la grande diversité des produits naturels. Soulignant, dans ce sens, que son secteur œuvre à la labellisation du

plus grand nombre de produits, Omari a fait état d'un «grand atelier regroupant des acteurs du secteur en vue d'aider les agriculteurs et les éleveurs dans les démarches nécessaires pour la labellisation de leurs produits». À cette occasion, le ministre a insisté sur le rôle des chambres agricoles dans l'accompagnement et l'encadrement des professionnels ainsi que dans l'organisation des manifestations et concours, plaidant pour l'activation de l'orientation agricole, d'autant qu'il existe 28 chambres agricoles à travers le pays, a-t-il dit.

Par ailleurs, il a indiqué que le Plan d'action du Gouvernement 2020-2024 misait «beaucoup» sur le secteur de l'Agriculture en tant que vecteur essentiel pour redynamiser l'économie et relever le défi de la sécurité alimentaire dans le cadre de la diversification de l'économie nationale et la promotion des exportations. Concernant le manque de ressources en eau pouvant impacter les quantités de production, notamment de céréales et de l'élevage, le ministre a rassuré que le secteur a pris des mesures «proactives», notamment en ce qui concerne les céréales en vue de mobiliser et exploiter toutes les capacités «d'irrigation d'appoint». Le secteur de l'Agriculture a engagé une réflexion pour trouver des grains qui s'acclimatent aux conditions dures (sécheresse et faible pluviométrie) en vue d'éviter toute pénurie en production, a-t-il fait savoir. Le ministère veille à encourager une agriculture intelligente et scientifique avec l'association des spécialistes et chercheurs, a-t-il poursuivi saluant, à ce propos, l'installation d'unités de recherches dans les Instituts techniques relevant du secteur lesquelles permettront une meilleure maîtrise des techniques agricoles et une exploitation optimale et durable des ressources agricoles.



S'agissant de la surproduction, le ministre a fait état d'un surplus dans plusieurs filières, et ce, grâce aux efforts des fermiers et agriculteurs, mais aussi, au soutien de l'État et à l'encadrement technique. «La surproduction a permis la couverture du marché national et l'arrêt de l'importation de certains produits. Certaines filières ont enregistré une surproduction, à l'instar de la pomme de terre, de l'ail et de la pomme», a-t-il dit. À la question de savoir

si le Gouvernement envisageait l'importation de viandes rouges pour répondre aux besoins du marché national, le ministre a déclaré que «si l'importation de viandes rouges s'imposait autant importer des bœufs vivants, ce qui permettra de faire travailler les abattoirs et les transporteurs et partant créer une valeur ajoutée et de nouveaux emplois», a-t-il estimé.

Moussa O. / Ag.

## Énergie solaire

# L'ENIE se lance dans la production des panneaux solaires d'une capacité de 3 mégawatts à Sidi Bel-Abbès

L'unité de fabrication et d'installation des panneaux solaires relevant de l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) à Sidi Bel-Abbès a réussi à produire des panneaux solaires d'une capacité totale estimée à 3 mégawatts depuis sa mise en service en 2015. L'usine des panneaux solaires a renforcé ses capacités de production au cours des trois dernières années. Elle a produit des panneaux solaires avec un taux d'intégration nationale avancé d'une capacité de 3 mégawatts et œuvre à atteindre 6 mégawatts, a précisé le PDG de cette entreprise publique, Abbès Mekamen.

Le même responsable a indiqué que l'ENIE a contribué dans l'équipement des deux nouvelles villes de Sidi Abdallah à Alger et Draâ Errich à Annaba, de panneaux solaires ainsi que d'autres opérations en faveur du ministère de la Défense nationale (MDN) et des groupes publics tels que Sonatrach, Naftal et Sonelgaz. Il a souligné également que les panneaux solaires produits sont utilisés dans l'éclairage public, la mise en service des pompes, la production de l'électricité pour les chantiers de forage, ainsi que les réfrigérateurs pour le stockage des médicaments, et la climatisation.

Concernant l'unité d'intégration électronique de la même entreprise qui constitue un pôle national de l'industrie électronique, le même responsable a souligné qu'elle «a réalisé son ambitieux programme de fabrication de cartes électroniques à divers usages pour les secteurs public et privé avec une capacité d'un million de cartes par an en plus du montage et fabrications de différents types de produits électroniques tels que les appareils audiovisuels avec une capacité de 300 000 produits annuellement.

Lehouari K.

## Reproduction artificielle du Sandre

# La wilaya d'Aïn Defla s'apprête à lancer une opération

Une opération de reproduction artificielle du sandre sera lancée durant la semaine prochaine à Aïn Defla. Visant essentiellement la consolidation de la richesse en matière de poissons au niveau local, cette opération réalisée en partenariat avec l'Université Djillali-Bounaâma de Khemis Miliana et un investisseur privée disposant d'une écloserie à Djendel (sud de la wilaya), constitue la première du genre à l'échelle nationale, a précisé Samer Djillali. Selon

ce responsable, les préparatifs «vont bon train» en vue de lancer l'opération vers la moitié de la semaine prochaine, observant qu'au regard des valeurs nutritives et commerciales «indéniables» du sandre, l'opération sera généralisée ultérieurement aux 5 barrages que compte la wilaya. «D'ici à une semaine, nous allons commencer l'injection hormonale car il s'agit d'une insémination artificielle et non pas celle se déroulant, selon la voie génitale naturelle»,

a-t-il fait savoir, précisant qu'après cette échéance, une période d'incubation de 8 jours est nécessaire avant la collecte des alevins. «Aïn Defla est certes connue par l'abondance de sa production agricole, stimulée qu'elle est par la présence de 5 barrages dont le rôle en matière d'irrigation des cultures et de producteurs d'engrais biologiques (pouvant remplacer les engrais chimiques), est indéniable, mais à mon humble avis, l'heure est venue pour tirer

davantage profit de ces grandes retenues d'eau en les exploitant dans la production aquacole laquelle constitue incontestablement un marché prometteur», a-t-il soutenu. Selon lui, le sandre des eaux douces de Aïn Defla est particulièrement prisé de la part des férus du poisson, rappelant que cette espèce a fait l'objet d'une opération d'exportation vers des pays de l'Union européenne (U E) durant les deux dernières années.

## Finances

# La fiscalité pétrolière a atteint 2.667 milliards de dinars en 2019

La fiscalité pétrolière recouvrée en 2019 a atteint 2.667 milliards (mds) de dinars en 2019 alors que le recouvrement de la fiscalité ordinaire a permis d'engranger 3.110 mds de dinars, indique le plan d'action du Gouvernement, qui sera présenté ce mardi à l'APN.

Le recouvrement fiscal global au titre de l'année 2019 a ainsi atteint 5.777 mds de dinars. La loi de finances 2019 tablait sur une fiscalité ordinaire de 3.041,42 mds de dinars et une fiscalité pétrolière de 2.714,47 mds de dinars. Les recettes collectées au titre de la fiscalité ordinaire en 2019 n'ont couvert les dépenses de fonctionnement qu'à hauteur de 64%, souligne le plan d'action du Gouvernement. Les recettes de la fiscalité pétrolière ont sensiblement chuté ces dernières années à cause de la baisse des prix du baril. Ces recettes étaient de 4.054,349 mds de dinars en 2012, rappelle le plan d'action. Le cours moyen du brut algérien, le Sahara Blend,

a perdu sept dollars en 2019, s'établissant à 64,49 dollars le baril (contre 71,44 dollars en 2018), en raison du ralentissement de la demande sur les marchés internationaux, notamment sous l'effet de la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis, selon le dernier rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). La production pétrolière de l'Algérie a atteint 1,023 million de barils par jour (Mbj) en 2019, en légère baisse (-17.000 barils/jour) par rapport à la production moyenne de 2018 (1,040 Mbj), selon l'Opep. A fin septembre 2019, le taux de change moyen du DA par rapport au dollar était de 119,2 DA/dollar.

M.O./Ag.



## Commerce

## Le numéro vert 1020 pour signaler tout dépassement ou pratique néfastes pour les consommateurs

Le ministère du Commerce met à la disposition des citoyens le numéro vert 1020 pour signaler tout dépassement ou pratique néfastes commis par les commerçants, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère. Cette mesure permettra de signaler tout dépassement concernant les produits de large consommation ainsi que les pratiques portant atteinte à la santé et à la sécurité des consommateurs, a précisé le communiqué. La même source a fait état également de l'enregistrement, en 2019, de 459 appels pour des plaintes de citoyens, lesquelles ont permis l'ouverture d'enquêtes et l'intervention des agents de contrôle. Le nombre d'infractions constatées, ajoute la source, s'est élevé à 127, dont 11 relatifs à l'exercice d'activité commerciale fixe sans registre du commerce, 18 au non-respect de la réglementation des prix, 17 au non-respect des conditions d'hygiène sanitaire, et 13 autres en rapport avec la non-conformité du produit.

Il s'agit, en outre, de 11 infractions pour exposition de produits en dehors des locaux commerciaux, six pour défaut d'affichage des prix. Par ailleurs, le nombre de procès-verbaux dressés par les équipes de contrôle a atteint 118, a indiqué la même source, faisant état de 511 kg de produits saisis et de 36 propositions de fermeture administrative.

## Partenariat algéro-néerlandais Formation sur la fabrication des fromages au profit de 10 wilayas

Une session de formation consacrée à la transformation du lait et la fabrication des fromages selon l'expérience hollandaise en faveur des enseignants des centres et instituts de formation professionnelle de 10 wilayas de l'Est du pays sera organisée en mars prochain à Guelma, dans le cadre d'un programme de partenariat algéro-hollandais, a indiqué, hier, le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels, Abdelkrim Idriss. Le centre de formation professionnelle de la commune d'Aïn Makhlouf, qui dispose d'une petite unité de production laitière et de fromages, abritera cette session de formation qui sera encadrée par une équipe hollandaise spécialisée, a indiqué le même res-

ponsable. Ce programme de formation s'inscrit dans le cadre d'une convention de partenariat signée entre le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas et les ministères de la Formation et de l'Enseignement professionnels et l'Agriculture, a souligné le même responsable. Le représentant local de ce secteur a fait remarquer également que le choix de la wilaya de Guelma pour abriter le programme de formation intervient suite à une inspection réalisée par des experts et des spécialistes hollandais dans cette région qui dispose des infrastructures et des moyens nécessaires. La session de formation concernera dans une première étape des enseignants spécialisés dans les industries agroalimentaires

des centres et des instituts de formation professionnelle des wilayas désireuses de participer à ce programme, a encore précisé la même source, notant que la durée de cette formation, qui sera axée sur les techniques de la transformation du lait et la fabrication des fromages (expérience hollandaise), est évaluée entre une à deux semaines. Il est prévu également, a affirmé le même directeur, l'organisation de 2 stages de formation sur le même sujet au profit des stagiaires des centres et des instituts de formation professionnelle intéressés par ce domaine ainsi que des cadres et des employés des usines et des unités productives activant dans la filière du lait et des fromages.

## Electricité

## Sonelgaz prépare le lancement d'un compteur électrique intelligent «made in Algeria»

Le groupe Sonelgaz prépare le lancement, dès l'année prochaine, d'un compteur électrique «intelligent» conçu et fabriqué localement, a indiqué, lundi, le PDG du groupe Sonelgaz, Chaïr Boulakhras. Dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture de la 3<sup>e</sup> édition du Salon de l'électricité et des énergies renouvelables au Palais des expositions (Alger), Boulakhras a précisé que la Sonelgaz a fabriqué le prototype en collaboration avec l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) qui fournira au compteur intelligent la carte-mère. Le prototype sera testé en partenariat avec les universités et les centres de recherche spécialisés avant le lancement, dans quelques semaines, d'un concours destiné aux start-up désirant développer ce compteur. Pour s'assurer de son efficacité sur le terrain, ce compteur intelligent conçu par des compétences nationales sera testé sur une période de six mois, dans deux sites au nord et au sud du pays. Dès 2021, la Sonelgaz généralisera son utilisation au plan national, a fait savoir

Boulakhras qui a révélé que la production des nouveaux compteurs se fera au niveau de l'Entreprise nationale des appareils de mesure et de contrôle (AMC) relevant du groupe dans la région d'El Eulma. A une question sur le retard du lancement de ce compteur, le PDG de la Sonelgaz a déclaré que «de nombreux pays ont opté pour la solution facile qui est l'importation du compteur intelligent, contrairement à nous qui avons opté pour une intégration nationale. Certes, nous avons tardé, mais ce produit «made in Algeria» est actuellement disponible». Le compteur électrique permet le suivi de la consommation électrique à distance à travers l'enregistrement et le transfert des données détaillées en temps réel. Ce compteur intelligent est en parfaite adaptation avec le réseau local de production électrique par énergies renouvelables. Il permet d'organiser la consommation de l'énergie entre les réseaux, local (on-grid) et central (off-grid) de la Sonelgaz et permet de faire basculer l'excédent du réseau local au réseau central.

## ● Loi de finances 2020

### Djerad présente un PLFC 2020 pour annuler «des dispositions fiscales injustes»

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a indiqué, mardi à Alger, que le gouvernement s'orientait vers l'élaboration d'un Projet de loi de finances complémentaire (PLFC) 2020 en vue d'annuler «des dispositions fiscales injustes» contenues dans la loi de finances (LF) 2020». J'ai proposé au président de la République la préparation d'un projet de loi de finances complémentaire en vue de traiter les dysfonctionnements contenus dans la LF2020», a déclaré le Premier ministre lors de la présentation du plan d'action du gouvernement devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN). Il a expliqué, dans ce cadre, qu'en vertu de ce PLFC, «des dispositions fiscales injustes envers les salariés exerçant au Sud et certaines professions libérales seront annulées». Des dispositions qui, a-t-il dit, tendaient «à semer la confusion». Le plan d'action du gouvernement visant la mise en œuvre du programme du président de la République a été présenté lors d'une séance plénière, présidée par Slimane Chenine, président de l'APN, en présence des membres du gouvernement.

## ● Coopération économique bilatérale algéro-russe

### Ferhat Aït Ali Braham reçoit l'ambassadeur de Russie en Algérie

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Ferhat Aït Ali Braham, a évoqué, lundi à Alger, la coopération économique bilatérale avec l'ambassadeur de Russie en Algérie, Igor Beliaev. «Cette rencontre a permis à Aït Ali Braham et son hôte de passer en revue la coopération économique entre les deux pays, notamment dans les secteurs industriel et minier et d'examiner les moyens de renforcer le partenariat entre les entreprises des deux pays». Ainsi, les deux parties ont énuméré les secteurs et filières qui peuvent faire l'objet de projets de partenariat entre l'Algérie et la Russie, notamment dans l'industrie sidérurgique et l'industrie et recherche minière. À ce titre, le ministre a appelé à explorer les potentialités de coopération qui existent entre les entreprises des deux pays dans ces domaines. Il a également insisté sur l'augmentation des échanges commerciaux entre l'Algérie et la Russie qui «demeurent en deçà des attentes et des potentialités des deux partenaires stratégiques». De son côté, l'ambassadeur russe a exprimé la volonté de son pays de redynamiser les relations économiques bilatérales tout en affichant l'intérêt des entreprises russes pour le partenariat avec l'Algérie.

Aïn Defla

# Réalisation d'un projet de gestion intelligente des eaux d'irrigation à l'Université de Khemis Miliana

*Un projet de réalisation d'une ferme pilote basée sur la gestion intelligente des eaux d'irrigation conventionnelles et non conventionnelles, et l'exploitation des énergies renouvelables dans le domaine de l'agriculture est en cours de réalisation à l'université Djillali-Bounaâma de Khemis Miliana à Aïn Defla, a-t-on appris, ce lundi, auprès du recteur de cet établissement.*

Fruit d'un partenariat entre une équipe de recherche de l'université de Khemis Miliana et des universités de Turquie, d'Espagne et d'Allemagne, ce projet financé par l'Union européenne (UE) à hauteur de 300 000 € porte sur la gestion intelligente des eaux d'irrigation conventionnelles et non conventionnelles et l'exploitation des énergies renouvelables dans le domaine de l'agriculture, a précisé le Pr Hadj Aïlem. À la faveur de ce projet dont la réception est prévue d'ici à la fin mars prochain, des chercheurs des trois pays se rendront à Khemis Miliana afin d'encadrer leurs homologues algériens ainsi que les étudiants de la faculté des sciences de la nature et de la vie, et des sciences de la terre préparant leur doctorat, a-t-il noté. «Compte tenu des conséquences du réchauffement climatique, des spécialistes prévoient que les conflits futurs à l'échelle planétaire porteront sur l'eau, c'est dire l'intérêt pour nous d'être à la page en matière de technologie se rapportant à l'utilisation de l'eau, notamment dans le domaine de l'agriculture», a-t-il souligné. S'agissant de l'emplacement de ce projet, le Pr Aïlem a observé que le choix d'Aïn Defla n'est pas fortuit dans la mesure où cette région à vocation agricole est connue pour ses performances en

matière de production, ajoutant que pour une plus grande efficacité dans le travail, les Directions des services agricoles (DSA) et de l'environnement prendront part au projet envisagé par l'université. Notant qu'il s'inscrit d'un appel à projets à l'initiative de partenaires pour la recherche et l'innovation dans la région méditerranéenne (PRIMA), la responsable du projet, le Dr Richa Amina, a mis l'accent sur le recours à la Smart Technology (Technologie intelligente) dans l'irrigation par le biais des eaux conventionnelles ou non conventionnelles dans le domaine de l'agriculture.

Amina Richa, également maître de conférences à la faculté des sciences de la nature et de la vie et des sciences de la terre à l'université de Khemis Miliana a précisé que les partenaires allemands, espagnols et turcs comptant notamment un centre de recherche travaillant sur les énergies renouvelables, sont en train de développer des prototypes dont l'un sera utilisé au niveau de la parcelle agricole dédiée au projet. Faisant remarquer que le projet en cours permettra le transfert vers l'Algérie depuis l'Europe de cette nouvelle technologique mise en œuvre en 2017, elle a mis l'accent sur la nécessité de l'intégration de la dimension socio-économique dans la conception de tout projet.



«La première condition de l'UE pour tout organisme désireux de lancer un projet est que celui-ci ait un impact économique sur toute la région méditerranéenne dont nous faisons partie et c'est ce que nous nous employons à réaliser au niveau de l'université de Khemis Miliana», a-t-elle assuré. Pour sa part, le Dr Sami Touil de la même faculté a mis l'accent sur la gestion de l'irrigation de manière rationnelle, mettant

l'accent sur le fait que ce projet vise la préservation aussi bien de la ressource hydrique que du sol. «Contrairement à ce que d'aucuns pensent, ce n'est pas parce que l'on utilise de grandes quantités d'eau que l'on aura forcément une bonne production (agricole) aussi bien sur le plan quantitatif que qualitatif, l'essentiel étant la gestion intelligente de cette ressource précieuse», a-t-il précisé. **Ali B. / Ag.**

Enseignement supérieur à Alger

## De nouvelles infrastructures pédagogiques attendues avant la prochaine rentrée universitaire

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Chems-Eddine Chitour, a fait savoir, ce lundi, que la capitale se renforcera, avant la prochaine rentrée universitaire, de nouvelles infrastructures pédagogiques. Lors d'une visite d'inspection du projet de réalisation de 8000 sièges pédagogiques à l'Université d'Alger 2 (Bouzaréah), en présence du wali d'Alger, Youcef Cherfa, Chitour a fait état de la réception de 4000 sièges avant la prochaine rentrée universitaire.

Au terme de l'inspection du projet de réalisation du pôle universitaire de la nouvelle ville de Sidi Abdallah (20 000 sièges) ainsi que celui de 11 000 lits, le premier responsable du secteur a indi-

qué que le parachèvement de ces projets permettrait d'assurer une rentrée universitaire confortable, n'excluant pas ainsi, la possibilité d'inaugurer certaines facultés de ce pôle avec la prochaine rentrée. Évoquant la possibilité d'édifier 8 écoles supérieures au niveau dudit pôle, dont une école supérieure spécialisée en droit et intelligence artificielle et les différentes spécialités technologiques, le ministre a souligné la nécessité d'une bonne préparation des étudiants afin de rejoindre ces écoles, notamment la maîtrise de la langue anglaise.

Pour Chems-Eddine Chitour, il est nécessaire de réunir les conditions adéquates aux études, notamment l'hébergement et les autres infrastructures

pédagogiques, et ce, «Afin de permettre aux étudiants de s'engager pleinement dans leurs études et partant relever le niveau de l'université en lui permettant de faire face aux différents défis imposés sur la scène régionale et internationale, notamment en matière de recherche scientifique». À cette occasion, il a appelé tous les partenaires et les composantes de la société à «contribuer au renforcement du rôle de l'université en lui permettant de s'acquitter de ses missions et de former une élite nationale capable de relever les défis et de construire une Algérie nouvelle, une Algérie en mesure de réaliser les aspirations de ses citoyens, notamment les jeunes».

H. H.

Tipasa

## Portes ouvertes sur les Forces de défense aérienne du territoire

Des Journées d'information sur les Forces de défense aérienne du territoire ont été ouvertes, ce lundi, au niveau de la Maison de jeunes Moussa-Zitouni du centre-ville de Tipasa. Le coup d'envoi de ces «Portes ouvertes», tenues pour la première fois à Tipasa, après avoir sillonné 38 wilayas du pays, à l'initiative du commandement des Forces de défense aérienne du territoire, a été donné par le commandant régional de la défense aérienne du territoire au niveau de la 1ère Région militaire, le général Mohamed Harane, au nom du commandant des forces de défense aérienne du territoire et du commandant de la 1ère région militaire. L'ouverture de la manifestation, lancée en présence du wali de Tipasa, Hadj Moussa Amr, a été marquée par la projection d'un film documentaire sur les missions principales de ce corps d'armée. «Ces Portes ouvertes visent à informer le citoyen sur les avancées réalisées par les Forces de défense aérienne du territoire, en général, et par l'Armée nationale populaire (ANP) de façon particulière, tout en renforçant la relation Nation-Armée, à travers une meilleure ouverture sur la société et une

politique de communication de proximité efficiente», a souligné le général Mohamed Harane, dans son allocution d'ouverture. Elles ont, également, pour objectif, a-t-il ajouté, de mettre en lumière le «rôle de ce corps d'armée dans la défense des frontières du pays contre tout danger ou menace étrangère, parallèlement à la mise en exergue de ses compétences humaines, à travers ses différentes unités d'intervention, de sauvetage, de contrôle aérien et autres», a-t-il observé. Cette manifestation de 3 jours, inscrite au titre de la mise en œuvre du plan de communication de l'ANP englobe différentes expositions sur les missions, activités et structures des Forces de défense aérienne du territoire. Un stand dédié aux opportunités offertes aux jeunes désireux d'intégrer les rangs de ce corps, a particulièrement attiré l'intérêt des visiteurs de ces «Portes ouvertes», a-t-on constaté. D'autres stands d'exposition ont été dédiés aux divers outils pédagogiques, maquettes et prototypes d'équipements utilisés dans la formation des élèves, outre, la détection, la recherche et le sauvetage des personnes, entre autres.

## Préservation des espèces endémiques à Tizi-Ouzou Plantation d'une vingtaine de pin noir à Tala Guilef

Quelque 22 plants de pin noir, une espèce endémique au Djurdjura, ont été plantés dans la réserve intégrale de «Lainsar Inedjarene» dans le secteur de Tala Guilef, Parc national du Djurdjura (PND), a-t-on appris, ce lundi, auprès du chef du secteur de ce parc, Abdelaziz Mehdi. Ces plants de pin noir ont été élevés dans la pépinière de la station de l'Institut national des recherches forestières (INRF) d'Azazga, a indiqué à la presse, ce même responsable, qui a ajouté que le but de cette opération est de «multiplier» cette espèce endémique au Djurdjura, qui se trouve originellement dans la réserve de «Tigounatine», dans la forêt de Tikejda, et ce, «dans le but de la préserver». Concernant la réussite de cette opération, Mehdi Abdelaziz a relevé un problème de broutage des jeunes plants par le cheptel qui pousse à l'intérieur même du PND ce qui empêche la croissance des jeunes arbres, a-t-il déploré. Pour contourner ce problème, le secteur de Tala Guilef a inspecté des endroits qui ne sont pas fréquentés par ces animaux d'élevage pour les destiner à recevoir des plantations de pin noir, a-t-il ajouté. Le secteur de Tala Guilef du PND avait déjà lancé des opérations similaires, notamment à Ath Ouabane et à Tala Rana. La station climatique de Tala Guilef dispose actuellement de 8 sujets adultes de pin noir et 25 sujets de pin noir chétifs broutés par le cheptel et 57 semis de pin noir, plantés dans des endroits à l'abri du bétail, a indiqué Mehdi Abdelaziz. D'autres espèces plantées par le personnel du secteur de Tala Guilef y sont aussi dénombrées dont 12 sapins de Numidie adultes, 8 jeunes sapins plantés en septembre dernier, 10 boutures de sureau noir (*Sambucus nigra*), et qui est une espèce très rare au Djurdjura. Dans cette démarche de préservation des espèces endémiques, rares ou très rares du Djurdjura, ce même secteur de Tala Guilef du PND a remis à la station de l'INRF d'Azazga, des graines de quatre espèces qui sont le sapin de Numidie, l'If, le Sorbier torminal (*Sorbus torminalis*) et d'Erable à feuilles obtuses ainsi que 10 boutures de sureau noir. «Il s'agit d'espèces très caractéristiques et très rares méritant d'être reproduites», a-t-il souligné.

1<sup>er</sup> atelier de formation à l'entrepreneuriat à Constantine

# Plus de 500 étudiants initiés en 2019

Plus de 500 étudiants des différentes universités de la wilaya de Constantine ont été initiés à l'entrepreneuriat au cours de l'an précédent, a indiqué, hier, la directrice de la Maison de l'entrepreneuriat de l'université Salah Boubnider-Constantine 3.

S'exprimant en marge du 1<sup>er</sup> atelier de formation organisé à la faculté de gestion des techniques urbaines (GTU) de l'université hôte de cet événement, sous le slogan de «Crées ta propre entreprise», Sandra Saïbi a indiqué que «plus de 500 étudiants des universités de la wilaya de Constantine avaient bénéficié l'an dernier de sessions d'initiation théorique au domaine de l'entrepreneuriat». Premier du genre dans la wilaya de Constantine, cet atelier consiste à organiser une formation pratique qui permettra d'inculquer aux étudiants les principes et les démarches de création et de gestion d'une entreprise à partir d'une idée innovante à sa concrétisation, a précisé la même source, notant que cette expérience contribuera à la consécration de la culture entrepreneuriale dans le milieu étudiant. Sur le total des projets d'étudiants dans le domaine de l'entrepreneuriat enregistrés durant l'an dernier, 12 projets portant, entre autres, sur le recyclage des déchets et les énergies renouvelables ont été concrétisés et ont donné lieu à la création des postes d'em-

ploi, a fait savoir Sandra Saïbi, assurant que «la réussite des sessions d'initiation à ce domaine a mené à l'organisation de cet atelier de formation pratique qui a pour objet de participer au développement de l'économie locale». De son côté, le représentant de l'Antenne de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), Sadek Gridi, a souligné que les étudiants porteurs de projets et d'idées feront l'objet «d'un suivi et d'un accompagnement particulier, en leur accordant les conditions nécessaires à la création et à la pérennité des startups». Ce genre d'initiative donnera également la possibilité de multiplier le nombre des nouvelles entreprises et de passer de la formation quantitative à la formation qualitative, a estimé le même responsable. Organisé par la Maison de l'entrepreneuriat de l'Université Salah-Boubnider - Constantine 3 en coordination avec l'Antenne de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), le 1<sup>er</sup> atelier de l'entrepreneuriat se poursuivra jusqu'à jeudi prochain.

D. T.



Sétif

## Inscription de nouvelles opérations de développement à Aïn Sebt



Plusieurs opérations de développement visant l'amélioration du cadre de vie des citoyens de la commune d'Aïn Sebt (Est de Sétif), sont inscrites au titre du Plan communal de développement (PCD) de cette collectivité, a-t-on appris, hier, auprès du président de l'Assemblée populaire (P/APC) Hicham Tobal. Dans une déclaration à la presse, cet

élu a précisé que ces projets proposés au titre de l'exercice 2020, sont destinés à améliorer les conditions de vie d'une population de 20 000 habitants, à la faveur d'un budget estimé à 25 millions de dinars dans le cadre de ce PCD, ajoutant que ces actions concernent divers secteurs ayant un impact positif et direct sur la vie des habitants, notamment,

l'aménagement urbain, l'électrification publique en énergie solaire, le renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement. Il est prévu également le lancement dans les plus brefs délais des travaux d'aménagement urbain de plusieurs cités dont celles des 42 logements, le quartier des logements évolutifs, le lotissement des 47 habitations en plus du parachèvement du projet d'aménagement de l'avenue principale du centre de cette commune, a détaillé la même source. D'autres opérations portant réhabilitation du réseau d'eau potable toucheront les cités d'El Ârifa, Mekkadi, Iaâche et Zitouna pour renforcer l'alimentation en eau potable et éliminer les fuites d'eau dues à la vétusté du réseau. Pour généraliser le raccordement à l'électrification publique en énergie solaire à travers l'ensemble des communes de cette wilaya, la création de nouveaux postes d'emploi et la protection de l'environnement, des projets liés à ce domaine seront réalisés au centre d'Aïn Sebt, a affirmé son P/APC.

La concrétisation de ces opérations intervient dans le cadre des efforts déployés par les autorités locales pour satisfaire les besoins des habitants de cette région, en procédant par ordre de priorité afin d'améliorer les conditions de vie de la population, a-t-on signalé.

M. E.-H. / Ag.

Amélioration de l'approvisionnement en eau potable

## Plusieurs projets en cours de réalisation à Souk Ahras

Plusieurs projets destinés au renforcement de l'approvisionnement en eau potable sont en cours de réalisation dans la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris, ce lundi, auprès des services de la wilaya. Les projets concernent principalement la réhabilitation du réseau de distribution d'eau potable de la ville de Sedrata et la réalisation de 30 châteaux d'eau à travers différentes communes de la wilaya, en sus de l'acquisition de 2 camions-citerne d'une capacité de 10 000 litres chacun, a indiqué la même source.

Il s'agit également du projet de réalisation du barrage d'Oued Djedra d'une capacité de 35 millions de m<sup>3</sup>, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 80%, a fait savoir la même source, soulignant que cette opération permettra d'alimenter en eau potable la ville de Souk Ahras et les communes d'Ouled Driss et Mechroha. Parallèlement à cela, le programme d'urgence, inscrit au profit de la wilaya de Souk Ahras en 2018 et consistant en la

réalisation de 17 puits profonds dans plusieurs communes, est en cours de concrétisation, a assuré la même source, notant que ces creusages sont répartis notamment dans les communes de Taoura (5 puits), M'Daourouch (4 puits) et Mechroha (3 puits).

Le programme prévoit également la rénovation de la conduite d'adduction à partir de la station de collecte des eaux de puits artésiens, dans la ville de Taoura, en vue d'éradiquer le problème des fuites d'eau et la réhabilitation de la station de pompage de la cité 26-Avril-1958 (ville de Souk Ahras), ainsi que la station de pompage du Point kilométrique 108. À signaler que la wilaya de Souk Ahras a bénéficié de plusieurs projets de réalisation de nombreux barrages, entre autres, celui d'Oued Mellegue dans la commune d'Oued Keberit (150 millions de m<sup>3</sup>), dont le taux de remplissage a atteint 130 millions de m<sup>3</sup>.

## ● Bordj Bou-Arréridj Commission ministérielle pour inspecter le projet de l'hôpital des urgences médico-chirurgicales

Une commission ministérielle regroupant des techniciens et des spécialistes dans la construction et de l'équipement médical a visité le projet de réalisation de l'hôpital des urgences médico-chirurgicales (ex-hôpital orthopédique), a-t-on appris, avant-hier, auprès de la Direction de la santé et de la population (DSP).

Cette commission a procédé à l'inspection de ce projet et à l'identification des lacunes signalées au niveau de cet établissement de santé, à l'instar du bloc opératoire et des travaux d'aménagement de l'étanchéité sans parler des dommages ayant touché certaines parties des couloirs de cet hôpital, a précisé la même source. D'autre part, la même commission a donné des solutions techniques aux entrepreneurs chargés de l'aménagement pour que le bâtiment soit conforme aux normes, notamment les blocs opératoires, ainsi que les parties consacrées aux patients et aux médecins, ainsi que quelques ajustements nécessaires concernant l'aspect de prévention et de sécurité, a ajouté la même source.

Il est à signaler que cette inspection s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, qui a affirmé lors de sa récente visite à ce projet, qu'une commission destinée à lever les réserves et à déterminer les raisons du retard de la réception de cet établissement de santé, sera envoyée. La capacité d'accueil de cette infrastructure de santé inscrite au titre de l'exercice 2006 et dont la réalisation a nécessité la mise en place d'un budget d'investissement de plus de 40 milliards de dinars est estimée à 240 lits, a-t-on rappelé.

## Mascara

# Ouverture de 7 sièges de sûreté urbaine cette année

Sept sièges de la sûreté urbaine intérieure et externe seront réceptionnés cette année dans la wilaya de Mascara, a fait savoir, lundi, le chef de la sûreté de wilaya, le commissaire divisionnaire, Abdelghani Bethioui.

Animant une conférence de presse consacrée au bilan des activités des services de la police pour l'exercice écoulé, le même responsable a souligné la réception en 2020 de deux nouveaux sièges de sûreté urbaine externe des communes de Mamounia et Froha dont les travaux ont atteint 90 % et seront réceptionnés à l'occasion du double anniversaire de la jeunesse et de l'indépendance. Il est prévu, selon le commissaire Bethioui, la réception cette année et par étapes de 5 sièges de sûreté urbaine intérieure, dont deux dans la ville de Mascara pour couvrir les cités de 1500 logements et 1000 logements, portant le nombre de sièges de la sûreté urbaine intérieure dans la même ville à 10 sièges, en plus de la réception d'un troisième siège de sûreté urbaine dans la ville de Mohammadia et un autre siège de sûreté urbaine dans la ville de Tighennif et un siège similaire dans le nouveau pôle urbain de la commune d'Oued El Abtal. Des études ont également été lancées pour la réalisation de deux sièges de sûreté externe dans les communes de Matemor et Khalouya surtout que les services de la wilaya ont fourni des terrains pour abriter les deux projets, selon la même source. La sûreté de wilaya de Mascara assure actuellement une couverture sécuritaire complète sur son territoire à travers 15 sûretés de daïras, 12 sûretés urbaines internes répartis dans les principales communes de la wilaya et 5 sièges de sûreté urbaine externes couvrant les communes de Maoussa, Sidi Kada, El Keurt, le village Saharouria et le quartier Ouled Malek dans la commu-



ne de Mohammadia. Par ailleurs, le chef de sûreté de wilaya de Mascara a souligné que les différents services de police de la wilaya dont ceux de la police judiciaire ont intensifié leurs activités, en 2019, traitant 4630 affaires dont 169 affaires économiques et 137 ont été

renvoyées à la justice pour jugement. La police judiciaire a opéré la saisie de plus de 43 000 unités de boissons alcoolisées destinées à la commercialisation sans autorisation, plus de 10 000 comprimés psychotropes et 23 kg de kif traité, a-t-on fait savoir. **K. F. /Ag.**

## Intoxication alimentaire ayant touché 130 élèves à Mascara Enquête sur la provenance de la viande consommée

Les services de police ont ouvert une enquête pour déterminer la provenance de la viande blanche à l'origine de l'intoxication alimentaire ayant touché 130 élèves dans un établissement d'enseignement moyen (CEM) de la commune de Mohammadia (Mascara), a annoncé, lundi, le chef de sûreté de wilaya, le commissaire divisionnaire Bethioui Abdelghani. Au cours d'une conférence de presse où il a fait le point sur les activités des services de police de la wilaya pour l'année 2019, le commissaire divisionnaire a indiqué que les résultats des analyses microbiologiques, effectuées par le Laboratoire scientifique régional de la police sur des échantillons alimentaires qui ont été prélevés sur les

élèves du CEM Djellouli-Baghdad à Mohammadia la semaine écoulée, confirment que la viande blanche impropre à la consommation est à l'origine de l'intoxication de 130 élèves qui avaient été évacués au service des urgences de l'hôpital de la ville de Mohammadia, avant qu'ils ne l'aient quitté après leur prise en charge par les équipes médicales. «Mes services ont procédé à une enquête en profondeur pour connaître la traçabilité de la viande en cause, concernant toutes parties ayant un lien y compris la direction du CEM, le fournisseur de la volaille, l'éleveur et le sacrificateur, ainsi que les conditions de conservation et de transport, a ajouté le commissaire divisionnaire Bethioui Abdelghani.

Le chef de sûreté de wilaya a fait savoir, à ce propos, que ses services sont en train d'effectuer, de concert avec les différentes instances, un contrôle rigoureux des conditions de commercialisation des viandes dans les différents marchés de la wilaya. La police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement a saisi 59,91 quintaux de viande et 55 kilos de poissons impropres à la consommation humaine durant l'année 2019, a-t-il relevé. Les services de police ont procédé, pour leur part, à la saisie et la destruction de 31 quintaux de viande avariée lors de leurs activités sur le terrain durant la même période.

**Lehouari K.**

## Journée portes ouvertes sur la sécurité routière à Tissemsilt Appel à la contribution des médias et des associations

Les participants à une journée portes ouvertes sur la sécurité routière ont appelé, lundi à Tissemsilt, à la contribution des médias et des associations aux initiatives de prévention contre les accidents de la circulation. Dans ce cadre, le responsable du bureau communications et relations publiques à la direction de la sûreté de wilaya, le commissaire, Tine Miloud, a souligné, lors de cette manifestation organisée par radio Tissemsilt, l'importance de la participation des médias et des associations activant dans la wilaya aux initiatives de sensibilisation visant à réduire les accidents de la circulation. Il a déclaré que les médias et les associations sont «un partenaire efficace et important» dans le volet sensibilisation de prévention contre les accidents de la circulation. Pour sa part, le représentant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale, le commandant Ledmi Halim a appelé les associations locales et les représentants des médias à collaborer avec les services de la gendarmerie nationale et de la sûreté de wilaya et le bureau local de l'association

nationale de sécurité routière afin de réussir toutes les initiatives de sensibilisation visant à réduire les accidents de la circulation. Le représentant de la Direction de wilaya des transports, Farouk Barbar, a également souligné l'importance de la présence sur le terrain des associations locales et des médias dans le domaine de la prévention contre les accidents de la circulation et de leur participation aux efforts dans ce domaine. Cette journée, organisée à l'initiative de la radio régionale de Tissemsilt sous le slogan «sécurité routière conscience et engagement» a donné lieu, en présence du wali, Zekrifa Mahfoud, à des expositions mettant en exergue à travers les affiches, photos et équipements les efforts de la sûreté de wilaya, de la Gendarmerie nationale, de la Protection civile et de la Direction des transports dans le domaine de prévention contre les accidents de la circulation, ainsi que des tables rondes sur ce thème et des spots publicitaires de sensibilisation exhortant à respecter le code de la route et un circuit d'auto-école au profit des écoliers.

## ● Relizane Baisse sensible du nombre d'accidents de la route

Les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Relizane ont enregistré une baisse sensible du nombre d'accidents de la circulation l'an dernier estimée à 25,92% par rapport à 2018, a indiqué, lundi, le commandant du groupement territorial de ce corps de sécurité. Le lieutenant-colonel Azzeddine Brihmouche a souligné, lors d'une conférence de presse pour présenter le bilan annuel de ces services, que l'année dernière a enregistré 120 accidents de la circulation contre 162 en 2018. Ces accidents ont été recensés l'année écoulée sur les routes nationales et chemins de wilaya, ainsi que sur l'autoroute Est-Ouest, faisant 38 morts et 170 blessés, a ajouté la même source. Le même responsable a salué les efforts des éléments de la Gendarmerie nationale à travers l'application de la loi pour prévenir les accidents de la circulation et la participation de tous les acteurs à l'opération de sensibilisation des usagers de la route. Parallèlement, le même groupement territorial a enregistré une augmentation de 10% du nombre d'affaires traitées dans le domaine du crime organisé, en traitant 101 affaires l'année dernière contre 90 en 2018. Les mêmes services ont justifié l'augmentation du traitement de ces affaires au déploiement sécuritaire intense, ainsi qu'à l'efficacité des interventions sur le terrain et des plans mis en place pour lutter contre divers types de criminalité. Les services de la Gendarmerie nationale de Relizane ont également saisi plus de 113 kg de kif traité et 10.679 comprimés psychotropes à travers le traitement de 74 affaires qui ont permis le démantèlement de 7 réseaux activant dans le trafic de drogue et l'arrestation de 84 personnes dont 59 ont été écroués. Au cours de la même période, trois réseaux de vol de bétail ont été démantelés, ce qui a entraîné l'arrestation de 11 personnes et la récupération de 234 têtes de bétail.

## Ghardaïa

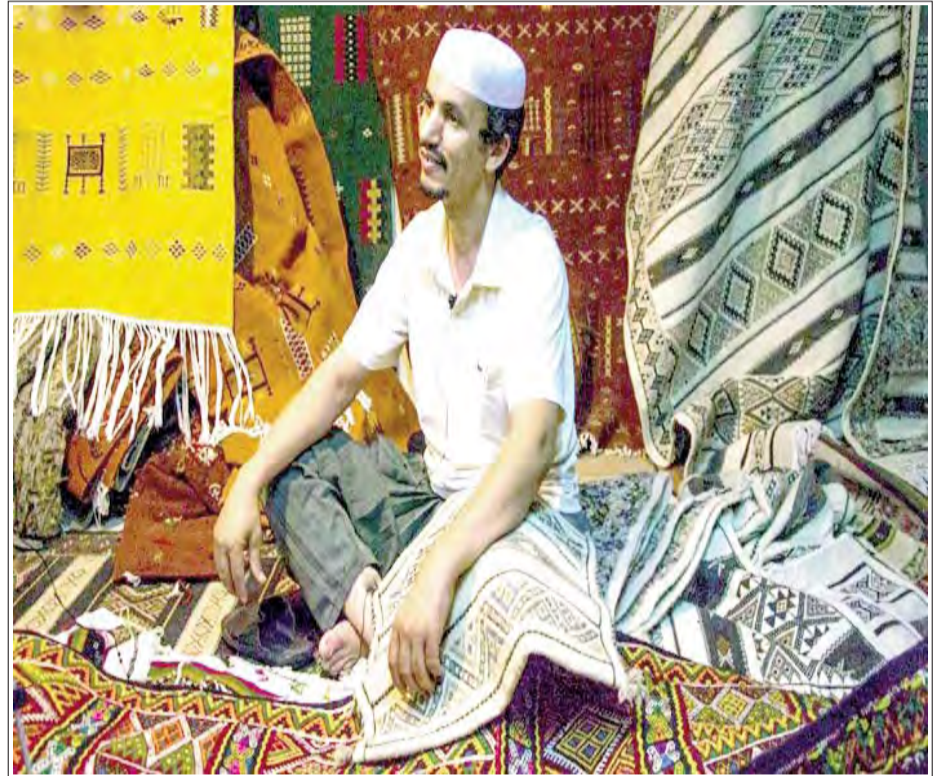
# Insuffler une nouvelle dynamique au secteur de l'Artisanat

La nécessité d'insuffler une nouvelle dynamique au secteur de l'Artisanat par la promotion du patrimoine immatériel et matériel des différentes régions du pays a été mise en avant lors des rencontres organisées avec les artisans et commerçants, lundi et mardi à Ghardaïa.

Les intervenants à ces rencontres organisées par l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) avec les différents acteurs de l'artisanat de la vallée du M'Zab, dans le cadre d'une caravane nationale professionnelle et d'information itinérante sur les perspectives de développement dans le Sud, ont souligné l'importance du secteur de l'Artisanat dans le tissu économique national en offrant des opportunités d'emploi dans divers métiers. Les acteurs économiques du secteur ont plaidé pour l'encouragement de la créativité et l'innovation chez les artisans et la mise à leur disposition des moyens nécessaires pour promouvoir le secteur de l'Artisanat en tant que levier clé du développement. De nombreuses artisanes ont souligné les avancées enregistrées par l'artisanat national qui pour perdurer se voit confronté à certains défis, notamment la rareté de la matière première, la garantie de la transmission du savoir-faire artisanal, le développement de l'image de marque des produits artisanaux locaux, notamment le tapis, et leur notoriété aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. Elles estiment pour cela nécessaire de mettre à niveau les processus de production, la disponibilité de la matière première, la formation des artisans (es), la prise en considération du tissu artisanal en tant que produit du patrimoine méritant d'être préservé et la création d'espaces de commercialisation des produits de l'artisanat pour empêcher les intermédiaires de les exploiter. Pour le président de l'ANCA,

Tahar Boulouar, ces rencontres s'inscrivent dans «une approche participative» pour trouver des solutions aux contraintes rencontrées sur le terrain par les opérateurs économiques, les artisans, les jeunes détenteurs de projets et autres investisseurs. Ces rencontres de Ghardaïa, qui interviennent à la suite d'une rencontre nationale organisée à Biskra et consacrée aux opportunités d'investissement dans le sud, visent à promouvoir le secteur de l'Artisanat au Sud et à renforcer la communication et l'échange entre les différents acteurs dans ce domaine, afin d'élaborer des propositions et des initiatives visant le développement qualitatif et la promotion de ce secteur créateur d'emplois, a-t-il ajouté. Il a insisté sur l'importance de mettre en œuvre toutes les potentialités et les capacités disponibles dans les régions du sud afin d'améliorer la production des artisans, renforcer leurs compétences par la formation et leur permettre d'acquiescer les techniques nécessaires pour améliorer la qualité de leurs produits. Boulouar a aussi mis en avant la nécessité de créer des espaces de commercialisation appropriés et d'accompagner les jeunes artisans et les encourager à s'intégrer dans la vie professionnelle.

Le président de l'ANCA a exhorté les jeunes à saisir les nouvelles opportunités d'investissements qu'offre l'économie verte, notamment les méthodes de recyclage et la valorisation de certains types de déchets solides par leur transformation en objets utiles, notamment pour la déco-



ration et l'ameublement. Le recyclage donne ainsi l'accès à une matière première moins onéreuse, et permet à un grand nombre d'artisans de créer et de donner libre cours à leur imagination, a-t-il souligné. Il a été convenu, durant ces rencontres marquées par la participation des membres de la Chambre de l'artisanat et

des métiers de Ghardaïa, d'artisans et de professionnels ainsi que des commerçants de la région, de créer des réseaux pour la promotion des produits artisanaux ainsi que la promotion des sites touristiques pour encourager le tourisme interne.

Hadj M.

## El Oued

## Un millier de praticiens attendus au Congrès international de chirurgie ORL et cervico-faciale

Un millier de praticiens sont attendus aux travaux du 2<sup>e</sup> Congrès international de chirurgie ORL et cervico-faciale, prévu du 13 au 15 février courant à El Oued, a-t-on appris auprès du bureau de l'Association de l'Alliance médicale d'El Oued. Ils se répartissent entre 150 psycho-orthophonistes, 300 médecins généralistes et 550 praticiens spécialistes en ORL issus de 10 établissements hospitaliers universitaires et 4 hôpitaux militaires en plus d'enseignants universitaires et de praticiens résidents des secteurs public et privé, a précisé le membre du bureau de l'association, le Pr Tahar Mansouri. Lors de cette manifestation scientifique et médicale, seront également menées une trentaine d'interventions chirurgicales complexes dans le domaine de l'ORL, dont la chirurgie des tumeurs du nerf auditif, de l'otosclérose et de l'otorrhée chronique, avec utili-

sation des techniques de pointe, a-t-il fait savoir. Ces interventions délicates seront menées par un staff médical et paramédical qualifié, comprenant des compétences de 7 pays étrangers (Allemagne, Jordanie, Liban, Maroc, Égypte, France et Tunisie) aux côtés de compétences algériennes relevant de différents établissements hospitaliers universitaires. La rencontre traitera des questions intéressantes les trois catégories participantes, dont les praticiens spécialistes en ORL qui bénéficieront d'explications pratiques sur les techniques modernes utilisées dans les interventions chirurgicales, via un support audiovisuel depuis le bloc opératoire. Les médecins généralistes bénéficieront eux de sessions de formation animées par des spécialistes autour de trois axes déterminant lors des consultations du malade, à savoir les maladies ORL, la pédiatrie et

les allergies. Les psycho-orthophonistes bénéficieront pour leur part, de sessions de formation assurées par un spécialiste de la diction sur l'efficacité de l'accompagnement de la pose d'implants cochléaires aux enfants scolarisés, à travers des mécanismes d'insertion dans le milieu familial et scolaire, et ce, à travers la présence de l'orthophoniste. Ce Congrès international de chirurgie ORL et cervico-faciale, dont les activités sont réparties entre le Centre anticancéreux, la Maison de la culture Mohamed Lamine-Lamoudi et la salle de conférences du complexe touristique «Gazelle d'Or» à El Oued, est organisé par l'Association l'Alliance médicale d'El Oued, avec le concours de l'Association médicale «Tedj» et l'Association «Amel» de pose d'implants cochléaires.

Kadiro Frih

## Naâma

## Relogement prochain de 60 familles

Soixante familles résidentes à la cité des logements publics locatifs à Aïn Sefra (Naâma) présentant des défauts dans la réalisation et des fissures seront relogées dans les prochains jours, a annoncé, hier, le wali, Medbeb Idir. Le chef de l'exécutif a indiqué, en marge de la rencontre du Conseil de l'exécutif de la wilaya, avoir décidé de reloger 60 familles occupant 4 immeubles de la cité 200-Logements à Aïn Sefra, présentant des «fissures, des malfaçons et autres manquements lors des tra-

vau de réalisation», soulignant que ces familles seront relogées dans les tout prochains jours à la nouvelle cité 17-Octobre, dans la même ville. «Cette décision a été prise en urgence pour compenser les familles sinistrées», a fait savoir le wali qui a déclaré avoir attendu le rapport détaillé et la décision des services techniques compétents sur la situation des habitations endommagées de la cité des 200-Logements publics locatifs, lesquels se sont déplacés sur les lieux pour s'enquérir de visu de la

situation et délimiter les responsabilités. Selon les résultats de l'enquête préliminaire, menée en profondeur sur cette situation par la commission technique qui a été dépêchée par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, il est fait état de la possibilité de refaire les travaux de réparation et de maintenance et ce, en conformité avec des techniques de construction, a souligné Medbeb Idir, ajoutant que cette opération sera prolongée sur quelques mois. La commission technique du ministère, pré-

sente sur les lieux depuis la fin janvier dernier, s'appuie, à la faveur de cette opération, sur du matériel et des appareils de pointe, a fait savoir le wali, signalant qu'elle est constituée de plusieurs instances et institutions dont notamment du Contrôle technique de construction (CTC), du Centre national des études et recherches intégrées du bâtiment (CNERIB) et du Laboratoire national de l'habitat et de la construction (LNHC), pour délimiter et prendre les mesures qui s'imposent.

# Apple France écope de 25 millions d'euros d'amende pour avoir ralenti ses vieux iPhone



Avec leur position très dominante sur le marché, les géants de la tech se permettent certaines libertés. Parfois, cela ne plaît aux autorités de contrôle et la situation peut aboutir à des rappels à l'ordre ou à des amendes. Apple vient d'en faire les frais en France. En 2017, nous apprenions que Apple bridait volontairement les performances des iPhone vieillissant pour préserver la durée de vie de la batterie. Bien que, pour certains, cela ne soit pas franchement perceptible, pour d'autres, c'était un véritable inconvénient. La firme de Cupertino avait rapidement les faits ce qui, vous l'imaginez bien, n'a pas franchement laissé une très bonne impression aux possesseurs d'iPhone. Plusieurs enquêtes officielles avaient été ouvertes sur le sujet. Aujourd'hui, l'une d'elle vient d'aboutir. Pour des raisons tout à fait évidentes, nombre d'utilisateurs avaient alors décidé de passer à un smartphone Android, mais en France, certains ont aussi pris l'option de se

plaindre auprès des autorités compétentes. Ainsi, la Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF), organisme chez qui remontent les plaintes des consommateurs, fut en charge du dossier. Aujourd'hui, en février 2020, elle vient de rendre son verdict en infligeant une amende d'un montant assez impressionnant de 25 millions d'euros. Bien que la marque à la pomme ait expliqué la décision de brider les performances de l'appareil que c'était pour préserver la batterie, les utilisateurs y ont surtout vu un moyen d'encourager les clients à changer leur iPhone pour un modèle plus récent. Ce qui est, il faut l'avouer, une raison tout à fait possible. L'agence française a ainsi estimé que Apple aurait dû informer ses clients avant de déployer ladite mise à jour. Justifier a posteriori pourquoi ceci a été mis en place n'est pas une excuse. Il semblerait en tout cas que la firme de Cupertino ait décidé de payer cette amende.

## Bill Gates commande un excentrique yacht à 588 millions d'euros propulsé à l'hydrogène

On peut être un grand philanthrope et s'offrir un superyacht de 112 mètres de long, si l'on en croit la dernière acquisition de Bill Gates. Créée par la firme de design Sinot, le vaisseau sera disponible en 2024. Véritable monstre marin, le superyacht Aqua de la firme Sinot a été présenté en 2019 lors du Monaco Yacht Show, une foire présentant des yachts ambitieux chaque année depuis 1991. Réservés aux plus riches de la planète, ces excentricités qui naviguent sur les mers et les océans de par le monde sont des condensés de luxe. L'Aqua peut ainsi héberger 14 invités et 31 membres d'équipage, est doté d'une salle de sport, d'un salon de beauté, d'un salon de massage, d'une piscine à débordement, d'une salle de cinéma, de cabines VIP et d'un pavillon pour le propriétaire — l'ensemble avec

vue sur la mer, bien entendu. Toutefois, tout le luxe exposé dans ce yacht n'est rien à côté de la pièce maîtresse qui permet au navire de se mouvoir : des réservoirs d'hydrogène. L'Aqua a, en effet, une particularité qui le rend plus propre — dans ses déplacements tout du moins, la conception est autre histoire — il est propulsé à l'hydrogène. Le navire de 112 m de long cache deux énormes cuves d'hydrogène à son dernier niveau, d'une capacité de 28 tonnes chacune, qui abritent l'élément chimique conservé sous vide à -253 degrés Celsius. Ce carburant génèrera de l'énergie pour les deux moteurs et propulseurs d'un mégawatt via des piles à combustible embarquées qui mélangent hydrogène et oxygène pour produire de l'électricité. Selon le journal anglais *The Sunday*

*Telegraph*, il ne se jètera à l'eau qu'à partir de 2024, au mieux. Les cuves d'hydrogène marquées d'un gros H2 devraient permettre, selon la fiche technique du yacht de parcourir 3750 miles, soit peu ou prou la distance séparant New York de Londres. La vitesse de croisière est comprise entre 10 et 12 nœuds, avec une vitesse maximum de 17 nœuds. Cependant, outre, l'empreinte carbone inhérente à la production de ce monstre marin, un moteur diesel trouve aussi place dans le navire, car les stations pouvant fournir de l'hydrogène ne courent pas les rues. Bill Gates réaffirme avec cet achat son intérêt pour les énergies propres, après avoir investi dans la start-up californienne Heliogen qui cherche à condenser l'énergie solaire pour produire de la chaleur et alimenter des machines industrielles.



## Coronavirus : Amazon se retire du MWC



L'un des plus grands salons tech du monde est en train de subir l'épidémie de coronavirus en Chine, faisant douter de sa tenue. Le géant Amazon vient ainsi d'annoncer son retrait du Mobile World Congress, en raison des craintes liées aux coronavirus. L'événement doit se dérouler à Barcelone, du 24 au 27 février. C'est le grand rendez-vous des fabricants de smartphones et opérateurs mobiles. Un passage obligé pour faire état de ses innovations. L'an dernier, Samsung y avait annoncé les lancements de la gamme Galaxy S10. L'organisateur du MWC affirme que l'événement se poursuivra, selon BBC News. Dimanche, les organisateurs du salon ont annoncé un renforcement des mesures de sécurité pour tenter d'apaiser les inquiétudes. Le MWC attire chaque année plus de 109 000 personnes venant du monde entier, pour un total d'environ 2800 entreprises exposantes. L'annonce d'Amazon s'ajoute à celle de Sony, l'équipementier télécoms suédois Ericsson, le groupe électronique sud-coréen LG et le fabricant des cartes graphiques Nvidia. «En raison de l'apparition de l'épidémie et des inquiétudes persistantes liées au nouveau coronavirus,

Amazon s'abstiendra d'exposer et de participer au Mobile World Congress 2020, programmé du 24 au 27 février à Barcelone», a indiqué le groupe dans un bref communiqué transmis, lundi, à l'AFP. Plusieurs groupes chinois, parmi lesquels ZTE et Huawei, ont annoncé de leur côté des mesures préventives draconiennes pour leurs équipes qui se déplaceront en Espagne pour l'occasion, dont une mise en quarantaine de deux semaines avant l'événement.

### Deux cas de coronavirus sur des îles espagnoles

«Étant donné que nous accordons une importance primordiale à la sécurité et au bien-être de nos clients, partenaires, médias et employés, nous avons pris la difficile décision de nous retirer (...) du MWC 2020», a, pour sa part, expliqué Sony dans un communiqué mis en ligne, lundi. La conférence de presse prévue le 24 février prochain pour présenter les nouveaux produits du groupe japonais, aura néanmoins lieu, via Internet, a précisé Sony. En revanche, Qualcomm, Motorola, Xiaomi, Lenovo ou Honor ont confirmé leur venue en Catalogne. Deux cas de coronavirus ont pour l'instant été confirmés sur le territoire espagnol, l'un dans l'archipel des Canaries au large du Maroc et l'autre dans l'île méditerranéenne de Majorque. L'accès au salon sera interdit aux voyageurs venant de la province chinoise de Hubei, où est située la ville de Wuhan, berceau du nouveau coronavirus, tandis que ceux qui se seront rendus dans d'autres régions de Chine «devront prouver qu'ils ont été hors de Chine 14 jours avant l'événement», ont-ils prévenu. Des tests de température seront également organisés. «À ce jour, il n'y a aucune urgence sanitaire (en Espagne), il n'y a pas de contrôle des frontières et aucun cas n'a été détecté dans la péninsule» a déclaré le maire adjoint de Barcelone Jaume Collboni à la chaîne Antena III. «Tout est fait pour assurer la tranquillité des participants», a-t-il ajouté.

## Airbus dévoile Maveric, son avion du futur

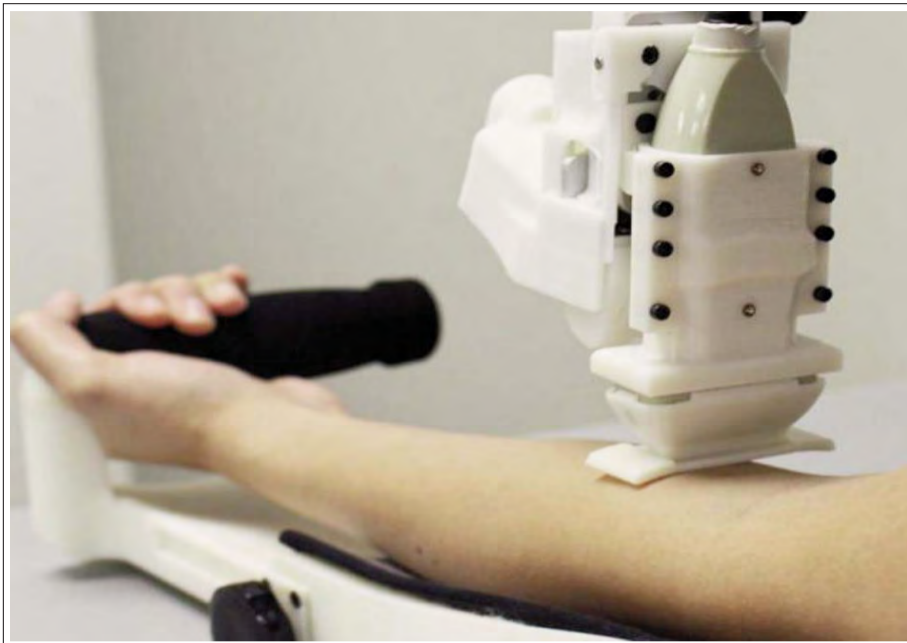
Au salon de Singapour, Airbus dévoile une maquette de grande taille, qui préfigure un possible successeur de l'A320neo vers 2030. Airbus a choisi le lever de rideau du Salon aéronautique de Singapour (11-16 février), hier matin, pour lever le voile sur un projet jusqu'ici secret. Son nom de code : Maveric. Ce drôle d'engin se présente sous la forme d'une aile volante, qui préfigure ce qui sera, si le projet est validé dans quelques années après avoir été longuement testé, un possible successeur de l'A320neo, le best-seller du géant européen de l'aéronautique. Airbus présente sur son stand une maquette de grande taille, de 2 m de long et 3,2 m de large, avec une surface d'environ 2,25 m<sup>2</sup>. L'avionneur a aussi construit un modèle réduit de cet aéronef qu'il a fait voler pour la première fois en juin 2019. Depuis, il poursuit des essais en vol qui s'achèveront à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2020. C'est à cette échéance qu'Airbus pourrait décider d'aller plus loin en construisant un démonstrateur encore plus grand, pour franchir de nouvelles étapes de validation du projet. Maveric intègre les moteurs dans le fuselage de l'appareil, contrairement aux avions de ligne d'aujourd'hui, dont la silhouette en forme de cigare avec les moteurs accrochés sous les ailes, n'a pas changé depuis 50 ans. Maveric est donc un avion de rupture technologique qui, selon Airbus, offre de nouvelles possibilités en terme «d'expérience passager» à bord grâce à une cabine «polyvalente». Le constructeur estime que la version aboutie de Maveric serait encore plus efficace sur le plan énergétique avec une réduction de 20% de la consommation de jet fuel par rapport aux A320neo. Cet avion de nouvelle génération n'entrera pas en service avant 2030.



Ce qui suppose un lancement vers 2024-2025. Entre aujourd'hui et cet horizon, Airbus devra trancher entre plusieurs projets qu'il étudie en parallèle au sein de son nouveau programme de recherche amont baptisé AirbusUpNext. Le constructeur européen travaille aussi sur un projet d'avion régional à propulsion hybride électrique (E-FAN X), ainsi qu'un taxi autonome à décollage et atterrissage vertical (ATTOL).

Source le Figaro.

## Ce robot maîtrise la prise de sang comme personne



Les robots peuvent se révéler extrêmement efficaces dans bien des domaines. Nous en avons des exemples tous les jours ou presque. La médecine, notamment, pourrait grandement en profiter. Y compris dans la réalisation d'actes relativement simples comme une prise de sang. Tout le monde, ou presque, a déjà eu à réaliser une prise de sang. Si l'opération en elle-même est très simple, il peut arriver que ce ne soit pas franchement rapide et sans douleur. Le professionnel de santé peut avoir du mal à trouver une veine ou rater la veine visée. Résultat, il faut parfois plusieurs tentatives avant de pouvoir prélever le sang. Et vous ressortez avec une douleur certaine. Un robot

pourrait parfaitement faire l'affaire. Et c'est parfaitement ce qu'a mis au point une équipe de chercheurs de l'Université Rutgers. Ces scientifiques ont conçu un robot expert dans la prise de sang. Selon eux, leur création affiche un taux de réussite compris entre 87% et 97%, selon la facilité à trouver les veines chez le patient. Pour comparaison, selon de précédentes études, les professionnels de santé humains n'ont «que» 73% de réussite sur cet exercice avec des veines bien visibles et 60% lorsque celles-ci ne veulent pas se montrer convenablement. Certes, ce robot ne rend pas le processus plus simple ou véritablement moins douloureux pour le patient, mais il devrait faire

gagner un certain temps aux professionnels de santé. Temps que ceux-ci pourraient occuper ailleurs, sur des tâches plus importantes. Selon Josh Leipheimer, auteur principal de ce papier, «un appareil comme le nôtre pourrait aider les cliniciens à obtenir des échantillons sanguins rapidement, de manière sûre et fiable, tout en limitant les complications inutiles et la douleur pour les patients qui auraient à subir plusieurs tentatives infructueuses». Les chercheurs imaginent aussi que ce robot pourrait être utilisé, dans un futur plus ou moins proche, pour d'autres procédures médicales très communes, comme la dialyse ou la pose d'une voie veineuse périphérique.

## Maladie du foie gras : le légume efficace pour prévenir la stéatose hépatique

Une nouvelle étude a révélé que l'indole, un composant naturel présent dans certains légumes, pourrait prévenir «la maladie du foie gras». La «maladie du foie gras» également connue sous le nom «stéatose hépatique non alcoolique» ou «NASH» se caractérise par une accumulation de graisses dans les cellules du foie. Elle se manifeste en dehors de toute consommation excessive d'alcool. Pour lutter contre cette pathologie, des chercheurs de l'Université Texas A&M AgriLife ont étudié l'indole, un composant naturel présent dans certains légumes, comme les brocolis, les choux de Bruxelles, les choux-fleurs, ou les choux verts frisés. Leurs recherches publiées dans la revue *Hepatology*, ont démontré les bienfaits de l'indole sur la stéatose hépatique non alcoolique. Pour les besoins de l'étude, les scientifiques ont eu suivi de 137 participants. Première découverte : ceux qui avaient un indice de masse corporelle (IMC) élevé avaient tendance à avoir des niveaux plus faibles d'indole dans le sang. Les chercheurs ont également constaté qu'une plus grande quantité de graisse s'était installée dans le foie des personnes ayant des taux d'indole plus faibles. Afin de mieux évaluer l'impact de ce composant naturel présent dans certains légumes, les scientifiques ont réalisé

une expérience sur des animaux. Ils les ont divisés en deux groupes : le premier suivait un régime faible en gras, le second un régime riche en graisses. Résultat ? L'indole a considérablement réduit l'accumulation de graisse et l'inflammation dans le foie chez les animaux qui présentaient un risque de stéatose hépatique non alcoolique. Mais ce n'est pas tout : en plus de son rôle sur la quantité de graisse présente dans le foie, les chercheurs ont également découvert que l'indole agissait sur les cellules de l'intestin, en réduisant son inflammation. En plus de son rôle sur la quantité de graisses présente dans le foie, l'indole a également agi sur les cellules de l'intestin. Grâce à des signaux moléculaires, ce dernier a réduit les inflammations. Si ces résultats doivent être approfondis, ils n'en restent pas moins prometteurs et soulignent l'intérêt de certains régimes alimentaires dans la prévention de la stéatose hépatique non alcoolique. «Nous pensons que des aliments sains à haute capacité de production d'indole sont essentiels pour prévenir la NASH et sont bénéfiques pour améliorer la santé de ceux qui en sont atteints», a conclu Chaodong Wu, auteur principal de l'étude.



## DMLA : elle serait causée par une protéine régulant le système immunitaire



Une étude révèle une corrélation entre la dégénérescence maculaire liée à l'âge et la protéine FHR4, présente en quantité élevée dans le sang des patients qui en souffrent. La dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA) est la cause de cécité la plus courante dans les pays développés. Il s'agit d'une affection oculaire de la partie centrale de la rétine, appelée macula. Une équipe internationale de chercheurs vient de découvrir une protéine qui serait directement liée à cette maladie. Leur étude a été publiée dans la revue *Nature Communications*. Cette protéine, appelée FHR4, est présente à des niveaux plus élevés dans le sang des patients atteints de DMLA, que chez les individus sains du même âge. Elle fait partie d'un groupe de protéines qui régulent une partie du système immunitaire appelé «système du complément». Ce dernier améliore la capacité des anticorps à éliminer les microbes et les cellules endommagées de l'organisme. Les gènes qui encodent ces protéines sont étroitement groupés sur le chromosome 1, qui est le plus grand chromosome humain. L'équipe a pu montrer que la protéine FHR4 active le système du complément, et que cette suractivation est un facteur causal majeur de la dégénérescence maculaire liée à l'âge. En plus d'améliorer la compréhension des causes de la DMLA, ces travaux fournissent un moyen de prédire le risque de la maladie, en mesurant tout simplement les taux sanguins de

FHR4, explique le Pr Paul Bishop, de l'Université de Manchester (Grande-Bretagne), membre du groupe de chercheurs. «Ils offrent également une nouvelle voie au traitement [de la DMLA], qui consiste à réduire les taux sanguins de FHR4 pour restaurer la fonction du système immunitaire dans les yeux», ajoute le scientifique. Selon les chercheurs, les résultats de l'étude ont été confirmés pour 484 patients, et 522 échantillons de contrôle, provenant de deux bases européennes indépendantes. Les scientifiques ont également analysé des yeux qui avaient été donnés à la science après la mort du patient. Ils ont ainsi découvert que la protéine était présente dans les parties de l'œil affectées par la dégénérescence maculaire liée à l'âge. Après avoir étudié un ensemble de variantes génétiques sur le génome humain, les chercheurs ont découvert que des variantes sur le chromosome 1 pourraient déterminer les niveaux de FHR4 dans le sang. Or, ces mêmes variantes génétiques sont déjà associées à la DMLA. «Les découvertes combinées sur les protéines et les gènes fournissent des preuves convaincantes que le FHR4 est un contrôleur crucial de cette partie du système immunitaire qui affecte les yeux. Nous avons montré que des niveaux de FHR4 sanguins plus élevés déterminés génétiquement conduisent à plus de FHR4 dans l'œil ce qui, à son tour, augmente le risque de réponse incontrôlée du système immunitaire à l'origine de la maladie», a conclu le Pr Bishop.

### Quels sont les signes avant-coureurs de la DMLA ?

Pour rappel, la DMLA se manifeste principalement par une vision floue des images, une difficulté à distinguer les couleurs, la déformation ou la distorsion des lignes droites ainsi qu'une gêne de la vision centrale par des espaces sombres ou vides. Jusqu'à aujourd'hui, ses causes étaient encore mal connues. Il a toutefois été prouvé que le tabagisme est un facteur de risque, de même que le vieillissement.

## L'application de chaud ou de froid pour soulager les petits maux du quotidien

### QUAND APPLIQUER DU CHAUD ?

Pour soulager des courbatures. De la chaleur, dispensée localement ou sous la forme d'un bain, va contribuer à relâcher vos muscles trop contractés. Sur un lumbago, un torticolis. Ce type de douleurs musculaires passe plus vite sous l'effet de la chaleur. Réchauffez la zone endolorie avec un sèche-cheveux, un patch chauffant vendu en pharmacie, une bouillotte. Pour soulager une céphalée de tension. Ce mal de tête diffus apparaît le plus souvent en fin de journée, favorisé par le stress, une mauvaise position devant l'ordinateur, un ancien traumatisme au niveau des cervicales... Pour l'atténuer, réchauffez votre nuque avec un collier cervical, un coussin rempli de noyaux de cerises à réchauffer au micro-ondes, un sèche-cheveux, une bouillotte. Pour soulager des règles douloureuses. Pour diminuer l'intensité de vos contractions utérines et la congestion de votre bas-ventre à l'origine de vos douleurs menstruelles, appliquez une bouillotte. Ce remède de grand-mère a fait ses preuves. Attention : Respectez les recommandations d'usage des bouillottes, coussins et patches chauffants pour éviter tout risque de brûlure.

### QUAND APPLIQUER DU FROID ?

En cas de choc, de contusion. Pour calmer les élancements et limiter la formation d'un bleu et/ou d'une bosse, appliquez immédiatement du froid sur la zone endolorie. Pour soulager des douleurs articulaires. Refroidissez la zone douloureuse avec un gant rempli de glaçons, un sac de petits pois surgelés ou un dispositif spécifique vendu en pharmacie. Vous allez ainsi diminuer l'inflammation locale et ralentir l'envoi d'influx nerveux à l'origine de la douleur. Pour soulager une migraine. Parallèlement à la prise d'un traitement de crise adapté, frictionnez la zone douloureuse avec un glaçon ou posez un bandeau de cryothérapie sur votre front. Ce type de dispositif est vendu en pharmacie sans ordonnance. Attention : N'appliquez jamais de glaçons à même votre peau, protégez-la avec un fin tissu.

Pour la première fois depuis 2015

# L'Algérie participe au 13<sup>e</sup> Comité intergouvernemental de l'agence onusienne

L'Algérie a participé hier à Paris pour la première fois depuis 2015 aux travaux du 13<sup>e</sup> Comité intergouvernemental sur la mise en œuvre de la convention de l'Unesco sur «la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles».

L'Algérie, représentée par le ministre de la Culture, «prend part, pour la première fois depuis 2015, date de sa ratification de cette Convention, aux travaux du 13<sup>e</sup> Comité intergouvernemental, du 11 au 14 février 2020, au siège de l'UNESCO à Paris. La délégation algérienne participera à la session d'information sur le projet «Re/Penser les politiques culturelles» et la plate-forme en ligne «du suivi des politiques, dont l'objectif est d'analyser les tendances actuelles, les progrès dans la mise en œuvre de la Convention et l'identification des pratiques les plus innovantes dans le monde en matière de politiques culturelles». Les travaux de ce 13<sup>e</sup> CIG porteront sur «la présentation du plan de travail pour 2020-2021, d'où le suivi des politiques et le renforcement des capacités, ainsi que les activités mettant en œuvre le Fonds international pour la diversité culturelle (FIDC)», ajoute-t-on de même source. Il s'agit également de l'approbation, au cours des ces travaux, du financement de nouveaux projets par le FIDC dans le cadre de son 10<sup>e</sup> appel, ainsi que «l'examen des conclusions de la 2<sup>e</sup> édition du Forum des organisations de la société civile et les synergies potentielles avec la Recommandation de 1980 relative à la condition de l'artiste». Au menu des travaux

du 13<sup>e</sup> CIG, il y a par ailleurs «l'évaluation de l'impact de l'environnement numérique sur l'accès aux contenus créatifs et sur les résultats des premiers projets financés par le Fonds international pour la diversité culturelle», précise la même source. Outre l'Algérie, les représentants de 16 pays partenaires participeront à ces travaux, dont le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Mali, le Pérou, l'Indonésie, le Bangladesh, la Colombie, la Jamaïque, la Palestine, le Sénégal, l'Ouganda, la Tanzanie, et le Zimbabwe, ainsi que des représentants de la Suède, pays donateur. Il est à rappeler que pour son prochain rapport (RPQ), élaboré et rédigé par un groupe d'experts sous la direction de Salim Dada, point focal de l'UNESCO en Algérie pour la convention 2005, et actuellement secrétaire d'Etat chargé de la production culturelle, «l'Algérie déploie tous les moyens nécessaires, avec l'aide de l'Agence suédoise de coopération pour le développement (sida), pour la remise de son premier rapport, avant avril 2020». Approuvée en 2005, la Convention sur la protection et la promotion des expressions culturelles est un traité ratifié par 145 Etats membres de l'Unesco. L'Union européenne y a adhéré en 2006.

Benadel M. /Ag.



10<sup>e</sup> Festival international du théâtre de Béjaïa

## 5 pièces retenues au programme

Cinq pièces ont été retenues au programme de la 10<sup>e</sup> édition du Festival international du Théâtre de Béjaïa (FITB) dont le coup d'envoi est prévu demain, a annoncé le commissaire de la manifestation, Slimane Benaïssa. L'Algérie, la France, la Tunisie y seront présentes avec un spectacle chacune, alors que le Sénégal y déroulera deux représentations, dans une palette qui s'annonce gorgée d'émotion en raison de la qualité des œuvres choisies et des problématiques examinées, traitant pour l'essentiel de la liberté, l'amour, les différences et l'identité. Leur trait d'union étant porté par le thème générique de la rencontre, intitulé «Femmes et enfance». Le coup de semonce pour l'inauguration va être laissé à la pièce *Timenfla* (la trame) de Lahcene Chiba, récipiendaire en décembre 2018 du prix de la meilleure représentation au 8<sup>e</sup> Festival culturel national du théâtre amazigh de Batna. *Timenfla* met en lumière une séquence de la décennie noire survenue dans une maisonnette de campagne devenue le théâtre de conflits familiaux épiques et dramatiques, foisonnant de surcroît de cadavres à chaque épreuve. Bien que lugubre, la chronique est agréablement adoucie par l'humour et la dérision employés et qui en ont fait, une œuvre presque comique. Sa résonance, bien que dans un contexte autrement différent, est, du reste, facilement décelable dans la pièce française, signée Joseph Andréas, et mise en scène par Fabrice Henri, intitulée «De nos frères blessés». Le spectacle s'inspirant de faits historiques de la Guerre d'Algérie est monté en hommage à Fernand

Yveton, un Français d'Algérie, militant communiste engagé avec le Front de Libération nationale (FLN) et qui a dû vivre le martyre à cause de ses idées. Après d'atroces tortures, il a été condamné à mort dans un procès expéditif. Et son sacrifice, retentit toujours, comme un appel à la liberté. Loin des bruits de la guerre et ses affres, Aristide Tamagda, d'après un texte de Charles Ouitin, ne sort pas totalement de la condition humaine et de ses travers miséreux et dérisoires. «Et si je les tuais tous Madame», est un monologue bavard sur le dilemme de «partir ou rester», le voyage d'un continent à un autre, de l'Afrique vers l'Europe. Deux continents qui se côtoient depuis deux siècles mais qui ne se parlent pas et qui ne se comprennent pas. Malgré, une réflexion, poussée au délire, il n'arrive pas à trancher. Moins existentielle, l'œuvre de son compatriote, Djibril Goudiaby, intitulée «Le musée» n'en est pas moins une autre forme de voyage. Son héros, lui, fait le chemin inverse. Après des études poussées en Europe, en histoire de l'art il revient au pays pour ouvrir un musée. Pour quoi faire? Eh bien tout simplement pour protéger le patrimoine culturel et archéologique de son village, menacé de disparition par les effets pervers de la mondialisation. Son entreprise n'est pas simple, car l'idée heurte une foule de sensibilités, notamment les gardiens locaux des traditions, opposé à son projet, qui dans les faits, renvoie à des secrets et des faits de la Seconde Guerre mondiale, dont la résurgence et de nature à nuire à des équilibres sociaux ancrés. Dans ce kaléidoscope, assurément la pièce tuni-

sienne, intitulée *Djaraim Zawdjia* (crimes conjugaux) de Mohamed Ali Saïd et mise en scène par Hamza Maaz, se singularise quelque peu, en traitant de la perte de mémoire au détour d'un accident de voiture et l'effort de la recouvrer qui souvent s'accompagne de secret qu'il aurait mieux taire ou oublier. Le festival, dédiée à la mémoire de Nabila Djahnine, assassinée par les hordes terroristes en 1995 à Tizi-Ouzou et déroulée en hommage au comédien, Omar Guendouze, s'annonce, a priori, plein d'émotion avec, en plus des spectacles, une foule d'animation parallèle, notamment des séances de lectures théâtres assurées par l'inénarrable comédiens Sid-Ahmed Agoumi, des masters classes, en présence deux chevronnés internationaux que sont Henri Frabrice et Haro Clémentine et des narrations de contes, opérées au sein de plusieurs écoles. Des projections de films, sur Omar Guendouze et Nabila Djahnine sont également prévues, ainsi que des spectacles musicaux, l'un à l'ouverture avec une troupe de Ghardaïa et l'autre à la clôture, animée par Bahdja Rahal. L'évènement théâtral est quelque peu ramassé voire allégé pour des raisons de budget et des conséquences de l'annulation de l'édition initiale programmée en octobre dernier et qui a vu le retrait de beaucoup de troupes (une douzaine) à cause de leur charge dans leur pays d'origine. «C'est une séance de rattrapage de l'édition d'octobre. L'essentiel est de poursuivre l'aventure», a regretté Benaïssa.

Kahina Tassedda

Constantine

### Abdallah Hamadi signe son dernier ouvrage «Ici Alger 1952-1960»

L'universitaire aux multiples facettes, Abdallah Hamadi, a présenté, lundi à Constantine, son dernier ouvrage *Ici Alger 1952-1960* lors d'une séance de vente-dédicace organisée à la bibliothèque principale de lecture publique Mustapha-Natour. Publié aux éditions Dar El Baha, cet ouvrage-brûlot de 492 pages réunit tous les textes édités dans la revue mensuelle *Ici Alger 1952-1960* sous la plume d'intellectuels et de

journalistes algériens. Rencontré en marge de la vente-dédicace, Hamadi affirme que «ce livre a pour but de mettre au jour des textes algériens restés méconnus du grand public, une littérature algérienne autre que celle traitant de la guerre de libération et des conditions sociopolitiques qui prévalaient durant l'époque coloniale». Il a, dans ce contexte, évoqué les facteurs de «recrutement des journalistes musulmans

durant la guerre de libération par les médias officiels de l'époque», expliquant au sujet du magazine *Ici Alger* que les autorités coloniales, «après avoir trié les journalistes pour s'assurer de leur loyauté, voulaient surtout mettre à profit leurs compétences linguistiques pour atteindre un lectorat arabophone». Cet ouvrage, souligne l'universitaire Hamadi, offre un large aperçu de ce que fut la «propagande coloniale qui utilisa

ce magazine pour présenter la France comme civilisatrice et faisant œuvre d'humanité sans discrimination aucune». Diplômé de l'université Complutense de Madrid, le chercheur, poète et traducteur Abdallah Hamadi a reçu de nombreux prix littéraires durant sa carrière, dont celui de la créativité poétique de la Fondation Abdelaziz Saoud El Babitine. Il est également l'auteur de près d'une trentaine d'ouvrages.



## Palestine

**Bataille d'influence et de surenchères de couloir à l'ONU autour du plan de Donald Trump pour le Proche-Orient**

*Une bataille d'influence et de surenchères de couloir se sont jouées tout au long de la journée à l'ONU, jeudi 6 février dernier, alors que les diplomates ont négocié une résolution amenée par la Palestine, en réponse au «plan de paix» américain conçu par Jared Kushner. Ils ont voulu la soumettre au vote au Conseil de sécurité, hier, lorsque le président palestinien, Mahmoud Abbas, sera en visite à New York.*



**C'**est dans ce contexte que Jared Kushner, le gendre du président américain, Donald Trump, a décidé d'inviter à déjeuner les 15 membres du Conseil, jeudi, à la Mission onusienne des USA, un bâtiment réputé pour être bunkérisé, situé juste en face du siège de l'ONU. Un déjeuner studieux, qui devait permettre aux Américains de faire entendre leur point de vue, dans un cadre plus discret que celui des Nations unies. Et peut-être même convaincre 14 ambassadeurs, a priori farouchement attachés à la solution des deux États et aux résolutions votées à l'ONU, du bien-fondé de ce plan présenté comme «l'affaire du siècle».

**Kushner défend un plan de paix rompant avec les habitudes**

Mais, jeudi matin, une information fuite côté palestinien : il se dit que l'ancien Premier ministre israélien Ehoud Olmert sera aux côtés de Mahmoud Abbas, mardi 11 février, à New York, pour une conférence de presse. L'homme s'est déjà publiquement opposé au plan américain validé par son successeur, Benyamin Netanyahu, mais le symbole est fort et pourrait même devenir une photographie historique. En annonçant ce soutien israélien, les Palestiniens voulaient s'assurer qu'on ne puisse pas leur reprocher de tout refuser en bloc. C'est ainsi que la course à celui qui se dira le plus flexible sur le dossier est lancée pendant quelques heures. Du déjeuner américain, rien ne transpire au départ – tout les ambassadeurs qui sont membres du conseil ont été sommés de remettre leurs téléphones portables. Mais dans les quelques minutes où ils traversent l'avenue et se dépêchent d'arriver à la séance de l'après-midi du conseil, alors que la cloche a déjà retenti, on comprend que le gendre de Donald Trump a su trouver les mots.

**«Base de négociation»**

Kushner «a dit que ce texte était une base de négociation, raconte, encore surpris, un diplomate d'habitude très pointilleux sur le respect du droit international – dont fait fi la première ébauche publique du plan américain. Ils sont prêts à négocier avec les Palestiniens.» «Il nous a dit qu'il voulait parvenir à une situation «gagnant-gagnant», c'est une position raisonnable, confie un autre ambassadeur réputé plus sensible aux arguments israéliens. Les Américains travaillent sur leur propre projet de résolution et ils ont affirmé qu'il y aurait d'autres réunions comme celles-ci. Ils ont compris que le

Conseil de sécurité devait être impliqué».

**Le Président Mahmoud Abbas réitère son rejet de l'«Accord du siècle»**

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a affirmé solennellement, mardi, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, rejeter le plan américain de règlement du conflit israélo-palestinien appelé l'«Accord du siècle», soulignant que ce projet ferait de la Palestine «un État fragmenté». «Nous rejetons le plan israélo-américain qui remet en question les droits légitimes des Palestiniens», a lancé Abbas en soulignant plaider «en faveur d'une paix juste» pour 13 millions de Palestiniens. «Nous avons rejeté ce plan car Al Qods ne ferait pas partie de la Palestine et cela suffit pour le refuser», a précisé Mahmoud Abbas, avant d'ajouter que ce projet ferait de la Palestine «un État fragmenté», sans contrôle aérien, sans contrôle maritime. «Qui, parmi vous, accepterait un tel État ?», a aussi demandé le président palestinien en regardant les représentants des 15 membres du Conseil de sécurité, en évoquant une situation «d'apartheid». «Ce sont nos territoires», a-t-il encore dit devant le Conseil de sécurité. «Qu'est-ce qui vous donne le droit de les annexer ?», a demandé le Président Abbas aux Israéliens, en appelant «la communauté internationale à faire pression sur Israël» pour empêcher cette perspective. Abbas a réaffirmé aussi que «les États-Unis ne pouvaient plus être le seul médiateur» pour une paix au Proche-Orient. Il a appelé le «Quartette (USA, Russie, Union européenne et ONU) et les membres du Conseil de sécurité à organiser une conférence internationale de paix».

**Éviter des mesures de rétorsion**

Les diplomates palestiniens ont peut-être aussi pris en compte les répercussions des pressions exercées depuis plusieurs jours par l'administration Trump. «Ils ont voulu éviter à leurs soutiens, soumis à forte pression, des mesures de rétorsion par la suite», avance le dernier diplomate. Ils ont peut-être aussi hésité à les mettre en porte-à-faux en amont : dimanche, déjà, l'Autorité palestinienne commençait à privilégier la portée purement symbolique d'un vote d'opposition en assemblée plénière de l'ONU, où une large majorité lui est assurée. «Pour Abbas, il s'agit de démontrer que l'ordre international n'est pas aux mains d'un ou deux pays et que le statut légal de l'occupation ne changera pas parce que le Président Trump l'a décidé», a noté Majdi Khalidi, son conseiller diplomatique, avant de s'envoler pour les États-Unis. Mahmoud Abbas est ainsi attendu, mardi,

pour parler au Conseil de sécurité, avant de donner une conférence de presse conjointe avec l'ancien Premier ministre israélien Ehoud Olmert. Porté par l'Indonésie et la Tunisie, le texte risquait de ne pas avoir 9 voix en sa faveur (sur 15), le minimum requis pour une adoption, hors veto d'un pays membre permanent, a indiqué un diplomate. Selon une autre source, s'exprimant également sous couvert d'anonymat, les pays soutenant les Palestiniens ont été soumis à une «très forte pression» de Washington avec des menaces de «mesures de rétorsion» financières. Cette décision soudaine est intervenue après le dépôt par les USA d'une série d'amendements au texte en négociations depuis la semaine dernière et qui devait être mis au vote, mardi matin, lors d'une réunion du Conseil de sécurité en présence de Mahmoud Abbas. En dépit du sérieux revers que représente le renoncement à un vote, le président palestinien a toujours prévu de venir devant le Conseil de sécurité défendre son rejet du plan américain, a indiqué dans un communiqué Saeb Erekat, SG de l'OLP. Dans sa proposition de révision du projet de résolution, Washington supprime toutes les références explicites aux résolutions de l'ONU depuis 1967 et toutes les mentions relatives à Al Qods-Est. Les USA demandent aussi que le Conseil de sécurité «accueille favorablement la discussion» sur le plan américain dévoilé le 28 janvier passé «pour faire avancer la cause de la paix». «Les consultations continuent sur le texte», a assuré Saeb Erekat. Certains diplomates à l'ONU ont toutefois mis en doute la possibilité d'un vote ultérieur au vu de positions radicalement divergentes entre les Palestiniens et les Américains.

**Manifestations contre le plan américain «Deal du siècle»**

Des milliers de Palestiniens ont manifesté, mardi, en Cisjordanie occupée et dans la bande de Ghaza contre le projet américain appelé «Deal du siècle», ont rapporté des médias locaux. «Le vol du siècle», «La Palestine n'est pas à vendre», «À bas le deal du siècle», étaient écrits sur des pancartes de manifestants dans le centre de Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne. Au moins 5000 personnes s'étaient réunies dans cette ville de Cisjordanie pour dénoncer à nouveau le plan américain. Des heurts ont éclaté en milieu de journée près d'un checkpoint à l'entrée de la ville entre de jeunes Palestiniens et des forces de l'occupation israéliennes qui ont utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser la foule. Selon des sources hospitalières, un manifestant de 16 ans a été transporté à l'hôpital pour des blessures dues à des balles de caoutchouc lancées par les soldats d'occupation. À Ghaza, des manifestations contre le plan de l'administration Trump et en soutien au Président Mahmoud Abbas ont réuni plusieurs milliers de personnes dans cette enclave, selon des correspondants de presse sur place. «Ces foules lancent le message que la population palestinienne en Cisjordanie et à Ghaza est unie derrière Mahmoud Abbas», a déclaré à la foule à Ramallah le Premier ministre palestinien Mohammed Shtayyeh. Le plan américain prévoit de faire de la ville d'Al Qods la capitale «indivisible» d'Israël tout en proposant la création d'un État palestinien démilitarisé avec pour capitale Abou Dis, un faubourg de la Ville sainte. Le plan prévoit aussi l'annexion par Israël de la vallée du Jourdain, une zone stratégique qui s'étire sur 30% de la Cisjordanie. Or, ces propositions vont à l'encontre du droit international et de résolutions de l'ONU, ont souligné les Palestiniens. «Ce qui nous arrive avec ce plan américain... c'est une nouvelle tragédie», a dit un des manifestants, hier, à Ramallah.

Ahsene Saaid /Ag.

USA

# Primaires démocrates : Sanders double Biden, Bloomberg bondit

Déjà porté par ses bons résultats dans l'Iowa, le sénateur indépendant Bernie Sanders a devancé pour la première fois l'ancien vice-président Joe Biden dans un sondage national de référence publié lundi, qui enregistre également une poussée spectaculaire du milliardaire Michael Bloomberg.

Ces résultats marquent un «tour-nant spectaculaire dans la course» pour décrocher l'investiture démocrate et défier le président républicain Donald Trump le 3 novembre, note l'université Quinnipiac, qui a mené le sondage. C'est la première fois que le socialiste Bernie Sanders (25%) arrive devant le modéré Joe Biden (17%) dans son enquête d'opinion nationale. Derrière eux, l'ex-maire de New York Michael Bloomberg bondit à la troisième place (15%), une hausse remarquable par rap-

port aux 8% enregistrés par Quinnipiac fin janvier. Et d'autant plus notable que cet ex-républicain et ex-indépendant ne fait pas campagne dans les premiers Etats qui votent pour les primaires en février. Il compense en arrosant copieusement de publicités auto-financées les Etats qui voteront à partir du «Super Tuesday», le 3 mars, lorsqu'il entrera en lice. Il est suivi par la sénatrice progressiste Elizabeth Warren (14%) puis par le jeune ex-maire Pete Buttigieg (10%), qui a le vent en poupe depuis sa victoire, sur le fil, dans

l'Iowa le 3 février. Dans un éventuel duel face à Donald Trump, tous les principaux candidats arrivent vainqueurs, selon l'université Quinnipiac. Mais les avances sont plus au moins confortables (marge d'erreur de 2,5 points), avec en tête Bloomberg (51% contre 42% pour Trump), Sanders (51% contre 43%) et Biden (50% contre 43%). La centriste Klobuchar (49% contre 43%) devance de peu la progressiste Warren (48% contre 44%) face à Donald Trump, Buttigieg arrivant ensuite (47% contre 43%).

## Raids iraniens en Irak début janvier Bilan revu à la hausse, 109 Américains tués

Le bilan de l'attaque iranienne contre une base abritant des militaires américains en Irak début janvier est monté à 109 blessés américains, soit 45 de plus qu'annoncé fin janvier, selon un nouveau bilan du Pentagone. Sur les 109 militaires qui souffrent de «commotion cérébrale légère», 76, soit près de 70% d'entre eux, ont réintégré leurs unités, a précisé le ministère américain de la Défense dans un communiqué publié lundi. Parmi les autres, 27 ont été évacués vers un hôpital militaire américain en Allemagne pour des examens plus approfondis, soit 6 de plus que fin janvier. 21 d'entre eux ont été rapatriés aux Etats-Unis, 5 sont encore examinés et un a repris du service en Irak. En outre, sept militaires sont «en cours d'évacuation vers l'Allemagne», selon le communiqué. Téhéran avait lancé dans la nuit du 7 au 8 janvier des missiles contre deux bases abritant certains des 5200 soldats américains stationnés en Irak, en représailles à la mort du général iranien Qassem Soleimani dans une opération américaine.

Liban

## Heurts entre manifestants et forces de l'ordre près du Parlement

Des heurts ont éclaté, mardi, entre les forces de sécurité et des manifestants près du Parlement au Liban, qui doit étudier la feuille de route du gouvernement avant un vote de confiance, ont rapporté les médias. Des centaines de manifestants mobilisés tôt le matin dans le centre-ville de Beyrouth tentent d'empêcher l'accès au Parlement des députés, dénonçant le nouveau gouvernement dirigé par Hassan Diab qui ne répond pas, disent-ils, aux aspirations de la contestation. Avant de procéder au vote de confiance, le Parlement a prévu deux séances, qui débiteront mardi et mercredi à 11h00 (09h00 GMT), pour interroger les ministres et étudier la «déclaration ministérielle», la feuille de route qui présente les grandes lignes du programme gouvernemental. Le Liban est secoué depuis le 17 octobre par un mouvement de contestation inédit, qui fustige l'intégralité de la classe politique accu-

sée de corruption et d'incompétence, dans un pays au bord de l'effondrement économique. Les forces de sécurité ont renforcé leur dispositif aux abords du Parlement, avec notamment des murs en béton pour bloquer plusieurs routes du centre-ville. Cela n'a pas empêché les manifestants de se rassembler à l'entrée de plusieurs avenues menant au Parlement, et des heurts ont éclaté sur une de ces voies, les manifestants lançant des pierres sur les forces de l'ordre qui ont répliqué avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau, selon les médias. Sur une autre avenue, des contestataires se sont assis par terre pour couper la route qui pourrait être empruntée par les députés, mais l'armée est intervenue pour les évacuer. Un manifestant a indiqué à une télévision locale qu'ils avaient été frappés. Malgré la mobilisation, des députés ont réussi à rallier le Parlement. Selon des médias locaux,

les manifestants ont bloqué le cortège d'un ministre en scandant «démissionne, démissionne». Sur Twitter, l'armée a estimé que «les actes de vandalisme et les atteintes aux propriétés publiques et privées entachent les revendications (de la contestation), ne permettent pas de concrétiser ces demandes, et ne représentent pas une liberté d'expression». «Je suis là pour dire -pas de confiance- à ce gouvernement, car la manière dont il a été formé fait qu'on ne peut pas lui faire confiance», estime Carole, mobilisée mardi matin dans le centre de Beyrouth. Les contestataires réclamaient un gouvernement de technocrates, totalement indépendants de la classe politique. L'équipe actuelle, qui comprend des figures inconnues du grand public, a été formée au terme de plusieurs semaines de tractations âpres entre les is qui jouissent de la majorité au Parlement.

Etats-Unis

## Washington inculpe des officiers chinois pour «l'un des plus gros piratages»

Les Etats-Unis ont annoncé, lundi, l'inculpation de quatre officiers chinois pour le piratage de données personnelles de l'agence de crédit Equifax, qui avait touché près d'un Américain sur deux en 2017, et était resté mystérieux jusqu'ici. Il s'agit de «l'un des plus gros piratages de données de l'histoire», avec environ 145 millions de victimes aux Etats-Unis, a rappelé le ministre de la Justice, Bill Barr, lors d'une conférence de presse. Des clients d'Equifax, dont le rôle est de collecter des données

personnelles de consommateurs sollicitant un crédit, avaient également été affectés au Canada et au Royaume-Uni. Après deux ans d'enquête, Wu Zhiyong, Wang Qian, Xu Ke et Liu Lei ont été inculpés la semaine dernière à Atlanta pour association de malfaiteurs en vue de commettre une fraude informatique, de l'espionnage économique et une fraude aux communications. Membres d'une unité de recherche de l'armée chinoise, ils se trouvent en Chine et ne peuvent être arrêtés.

«Mais un jour, ils commettront une erreur et nous serons là», a assuré le directeur adjoint de la police fédérale, David Bowdich. Ils sont accusés d'avoir exploité une faille dans un logiciel utilisé par Equifax sur son site de résolution des litiges. Une fois introduits dans le système informatique de l'agence, ils sont soupçonnés d'avoir obtenu les noms, dates de naissance et numéros de sécurité sociale de 147 millions de personnes, et les numéros de permis d'au moins dix millions d'Américains.

Syrie

## Plus de 8000 personnes qui étaient détenues par l'EI disparues

Des journalistes et des humanitaires, qui étaient détenues par l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (Daech) en Syrie sont toujours portées disparues, indique Human Right Watch (HRW) citant des statistiques du Réseau syrien des Droits de l'Homme. Parmi les disparus figurent, notamment, des personnalités connues comme le journaliste britannique John Cantlie ou le prêtre jésuite Paolo Dall'Oglio, a indiqué la même source. L'EI avait conquis en 2014 de vastes régions en Irak et en Syrie, instaurant un prétendu «califat» autoproclamé à cheval entre les deux pays, avant d'y être vaincu respectivement en 2017 et 2019. «La fin du contrôle de territoires par l'EI est l'occasion d'ap-

porter des réponses aux familles dont des proches ont disparu en Syrie», a déclaré Joe Stork, directeur régional adjoint de HRW. L'ONG a exhorté les autorités syriennes et les forces kurdes de Syrie à «enquêter auprès de terroristes et autres personnes soupçonnées de liens avec l'EI qu'elles détiennent afin d'obtenir des informations sur le sort des disparus» et à créer un «centre de liaison ou un organe civil» pour recueillir des informations sur ces disparus et de contacter leurs familles. Des dizaines de fosses communes ont été découvertes en Syrie et en Irak depuis la défaite de l'EI, mais le processus d'identification des victimes est lent, coûteux et compliqué, selon la même source.

## L'Union européenne L'UE appelle à renforcer la coopération internationale pour lutter contre le coronavirus

L'Union européenne (UE) a appelé, lundi, à renforcer la coopération internationale pour lutter contre l'épidémie du nouveau coronavirus, qui a fait 908 morts en Chine continentale et s'est propagée dans une trentaine d'autres pays et territoires. «Etant donné que l'épidémie du nouveau coronavirus affecte de plus en plus de pays, la coordination et la coopération doivent être notre priorité. Il est maintenant temps d'unir nos forces pour mettre fin à cette épidémie», a insisté, lundi, le commissaire européen chargé de la gestion des crises, Janez Lenarcic. Le commissaire européen a également souligné la nécessité pour que l'ensemble de la communauté internationale se concentre sur les efforts de préparation et de riposte pour lutter contre le coronavirus, tout en réclamant une solidarité internationale pour combattre l'épidémie. Après l'activation du mécanisme de protection civile de l'UE fin janvier, 558 personnes, dont 447 citoyens européens, ont été rapatriés de la région de Wuhan en Chine sur trois vols cofinancés par l'UE. Affirmant travailler en étroite collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé et d'autres acteurs internationaux pour assurer une réponse efficace et coordonnée à l'épidémie du nouveau coronavirus, la Commission européenne avait annoncé le 31 janvier qu'elle va accorder 10 millions d'euros de son programme de recherche et d'innovation «Horizon 2020» pour soutenir la recherche sur ce virus et contribuer à une gestion clinique plus efficace des patients.

## Grande-Bretagne

# Le Premier ministre britannique veut construire un pont entre l'Irlande du Nord et l'Ecosse

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a demandé à ses équipes d'étudier la possibilité de construire un pont qui relierait la Grande-Bretagne à la province britannique d'Irlande du Nord, a déclaré lundi son porte-parole.

«**N**ous sommes en train d'étudier l'idée d'un pont», a déclaré, lundi, le porte-parole du Premier ministre conservateur, ajoutant que les équipes planchant sur le sujet n'en étaient qu'au début de leur réflexion. Dans la province nord-irlandaise, le projet est soutenu par certains responsables politiques pro-britanniques, qui y voient un moyen de renforcer les liens mis à rude épreuve par le Brexit. Le dirigeant du Parti unioniste démocratique (DUP) Ian Paisley avait lui-même demandé en décembre au Premier ministre de «construire un Boris Bridge («pont-Boris») entre l'Irlande du Nord et l'Ecosse, Boris Johnson lui répliquant alors que «l'idée (était) très intéressante». Mais d'autres s'interrogent sur le coût et la faisabilité du projet, compte tenu du vent et de la profondeur des eaux dans ce bras de la Manche, qui mesure 19 km à son point le plus étroit. Selon les experts, le pont devrait être beaucoup plus long que cela. Les quantités de munitions jetées au fond de la mer après la Seconde Guerre mondiale risquent aussi de compliquer le projet. Le Parti unioniste d'Ulster (UUP), défendant pourtant les liens entre l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne, s'est insurgé devant ce «projet fantaisiste», soulignant que de nombreuses routes, écoles et hôpitaux avaient besoin de financements.

## Brexit: l'UE veut un accord commercial «ambitieux» avec Londres avant la période de transition

L'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni doivent viser un accord de libre-échange post-Brexit «ambitieux» et non se contenter d'un accord «à minima», a estimé mardi la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. «Bien sûr, le Royaume-Uni peut décider de se contenter de moins, mais je pense personnellement que nous devrions être beaucoup plus ambitieux», a déclaré Mme von der Leyen dans l'hémicycle du Parlement européen à Strasbourg. «Nous ambitionnons l'absence de droits de douane, zéro quota et une relation commerciale pour tous les biens, quelque chose que nous n'avons jamais proposé à qui que ce soit d'autre», a-t-elle poursuivi. Il s'agirait d'«un nouveau modèle de commerce, une ambition unique en termes d'accès au marché unique, mais, bien sûr, cela nécessiterait des garanties contre la concurrence déloyale et la protection des normes sociales, environnementales et de consommation», a prévenu la cheffe de l'exécutif européen. Le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne le 31 janvier après en avoir été membre 47 ans. Le parti conservateur au pouvoir s'est engagé à conclure un accord com-

mercial avec l'UE avant la fin d'une période de transition prévue jusqu'à fin décembre 2020, qu'il refuse de prolonger, alors que ce délai semble trop court pour beaucoup. Londres a déclaré lundi prévoir «d'introduire des contrôles sur les importations de biens européens à la frontière à l'issue de la période de transition le 31 décembre 2020». Il est important «de traiter tous nos partenaires de manière identique alors que nous commençons à négocier nos propres accords commerciaux avec des pays partout dans le monde», a poursuivi le gouvernement britannique dans un communiqué. Le Royaume-Uni compte, notamment, nouer des accords commerciaux avec les Etats-Unis, le Japon et l'Australie. Concernant ce dernier pays, Ursula von der Leyen a ironisé, mardi, sur les déclarations du Premier ministre britannique Boris Johnson évoquant «un modèle australien» pour la future relation avec le continent. «L'Union européenne n'a pas d'accord commercial avec l'Australie, nous suivons actuellement les règles de l'Organisation mondiale du Commerce», a-t-elle souligné. «Si c'est cela le choix britannique, on est d'accord, mais, en réalité, nous sommes justement à un moment où nous nous sommes mis d'accord avec l'Australie pour mettre un terme à cette situation et travailler à un accord commercial avec eux», a déclaré Ursula von der Leyen.

## Mali

## L'armée entame son déploiement vers Kidal

L'armée malienne a entamé, lundi, son déploiement vers Kidal (nord du Mali) afin de reprendre le contrôle de cette ville symbole, a annoncé un membre du commandement. «Nous venons de quitter Gao pour Kidal. Il n'y a pas de problème pour le moment», a dit cet officier, cité par l'AFP. Le retour de l'armée nationale à Kidal est anticipé comme une affirmation forte d'un rétablissement de l'autorité de l'Etat malien dans cette région. L'opération bénéficie du soutien de la mission de l'ONU au Mali (Minusma), a dit cet officier. Dans les faits, les forces maliennes devraient entrer effectivement dans Kidal dans quelques jours, le temps de rallier la ville par la piste à partir de Gao, à environ 200 km plus au sud.

## Russie

## Moscou répondra «de manière adéquate» à de nouvelles sanctions

La Russie «évaluera attentivement» toute nouvelle sanction et y répondra de manière adéquate, a déclaré, lundi, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, qui faisait référence aux informations selon lesquelles l'administration américaine envisagerait d'appliquer des sanctions contre le géant pétrolier russe Rosneft. «Nous considérons cette pratique (sanctions) comme néfaste et contraire au droit international, et nous estimons que de nombreux pays souffrent de cette pratique», a indiqué Peskov aux journalistes. «Les Etats-Unis et plusieurs autres pays ont recourus à des restrictions commerciales ou autres qui sont excessives et illégales du point de vue du droit international à l'égard des pays tiers», selon lui.

## Djibouti - République Tchèque

## Les deux pays s'accordent à établir une coopération en matière de défense

Djibouti et la République Tchèque vont établir une coopération en matière de défense, a rapporté, lundi, la presse locale. Cette décision fait suite à la rencontre de dimanche entre le ministre djiboutien de la Défense, Hassan Omar Mohamed, et le vice-ministre de la Défense de la République Tchèque, Tomas Kopecky, qui effectue actuellement une visite de travail à Djibouti, selon le quotidien local *La Nation*. «Les discussions entre les deux parties ont porté sur les voies et moyens de renforcer les relations de coopération existantes ainsi que l'établissement d'une coopération en matière de défense», peut-on y lire par ailleurs. Toujours selon cette même source, cette rencontre a permis également à la délégation de Kopecky de présenter à la partie djiboutienne les industries militaires et civiles tchèques et leurs innovations dans le domaine d'équipements militaires.

## Bolivie

## Les candidatures respectivement au Sénat et à la présidence, de Morales et son dauphin Arce en suspens

L'ex-chef de l'Etat Evo Morales et son dauphin Luis Arce ont deux jours pour compléter leur dossier de candidature, respectivement au Sénat et à la présidence, faut de quoi ils ne pourront pas participer au scrutin du 3 mai, a annoncé, lundi, l'autorité électorale. Selon le site internet du Tribunal suprême électoral (TSE), les demandes de compléments portent notamment sur «le respect de la condition (...) de résidence permanente» dans le pays. L'ancien président

bolivien, qui s'est rendu à Cuba pour des examens médicaux, vit en exil en Argentine, après avoir fui au Mexique le 12 novembre, deux jours après sa démission. Empêché d'être candidat à la présidentielle, Morales, 60 ans, a officialisé sa candidature au Sénat début février. Certains de ses adversaires politiques ont annoncé dans la foulée leur volonté de contester cette candidature, arguant que l'ancien chef de l'Etat ne réside pas dans le pays comme l'exige

la Constitution. Le candidat à la présidentielle du parti d'Evo Morales, le Mouvement vers le socialisme (MAS), Luis Arce, qui fut son ancien ministre de l'Economie, se trouve dans une situation similaire : il avait trouvé refuge au Mexique en décembre 2019, après la démission de Morales, avant de rentrer fin janvier en Bolivie pour lancer sa campagne. La Constitution exige d'avoir résidé cinq années dans le pays pour postuler à l'élection présidentielle.

## Niger

## Deux policiers tués dans une attaque «terroriste» dans l'Ouest du pays

Deux policiers ont été tués, lundi, lors d'une attaque contre un poste de police dans la région de Tillabéri, dans l'Ouest nigérien, proche du Mali, a indiqué une source sécuritaire. «Deux policiers ont été tués et un autre gravement blessé lundi par des hommes armés qui ont attaqué leur poste, à quelques km de la ville d'Ayorou», localité touristique située à 200 km de Niamey et très proche de la frontière du Mali, a précisé cette source. «Les Forces de défense et de sécurité (FDS) ont engagé une poursuite contre les terroristes venus sur une dizaine de motos» et leur «riposte et surtout l'arrivée de renforts ont permis de mettre en déroute les assaillants», a expliqué cette source. Des «témoins» ont déclaré aux autorités locales que

«les terroristes ont également perdu quelques hommes», mais «ont réussi à emporter les corps», a-t-elle souligné. En fin de semaine passée, cinq civils dont un enseignant ont été tués dans ce même secteur par des «hommes armés à motos», d'après le gouverneur de Tillabéri. La région de Tillabéri, située dans la zone des trois frontières Niger-Mali-Burkina, est depuis trois ans le théâtre d'attaques terroristes récurrentes. Selon un bilan officiel, 174 soldats ont été tués dans trois attaques à Tillabéri en janvier et décembre dont celle de Chinégodar avec 89 morts (le 8 janvier) et à Inates 71 morts (le 10 décembre). Ces attaques ont été revendiquées par le groupe terroriste de l'Etat islamique.

## Guinée-Bissau

## Les voisins favorables pour un règlement du conflit électoral

L'Afrique de l'Ouest a exigé de la Cour suprême de Guinée-Bissau qu'elle agisse d'ici vendredi pour sortir ce pays de l'impasse politique dans laquelle il est plongé depuis le second tour contesté de l'élection présidentielle. Réunis à Addis-Abeba, en marge du sommet de l'Union africaine, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédeao) ont «invité» la Cour suprême bissau-guinéenne, «organe compétent en matière de contentieux électoral, à «finaliser ses travaux d'ici le 15 février afin de permettre la normalisation politique et institutionnelle», selon un communiqué reçu lundi. Cinq semaines après le second tour du 29 décembre, l'issue demeure disputée entre Umaro Sissoco Embaló, issu de l'opposition et donné vainqueur par la Commission nationale électorale (CNE), et Domingos Simoes Pereira, le candidat du PAIGC. Ce parti, qui domine la vie politique du pays depuis des décennies, a introduit un recours devant la Cour suprême pour dénoncer des résultats entachés selon lui de fraudes. Médiatrice historique dans la crise en Guinée-Bissau, la Cédeao avait demandé à la commission électorale nationale d'effectuer des vérifications des données transmises par les commissions régionales. Dans ses conclusions adoptées à Adiss Abeba, l'organisation ouest-africaine «prend acte» que ces vérifications «ont confirmé» les résultats communiqués le 17 janvier par la CNE, qui accordent 53,55% des voix à Embaló et 46,45% à Pereira.

## Société civile

## Naissance du Réseau «La décision t'appartient»

Un espace de coordination entre nombre d'associations et d'organisations nationales a été lancé, ce lundi, à Alger, sous l'appellation de Réseau «La décision t'appartient».

Selon un communiqué rendu public par 20 associations, organisations, unions et mouvement, une réunion tenue les 8 et 9 février en cours, a été consacrée à l'examen de «la coordination» des efforts et du «renforcement» de la coopération, notamment en ce qui concerne les grandes questions nationales ayant abouti à l'annonce de la constitution d'un Réseau appelé «La décision t'appartient». Ce Réseau a pour objectifs la contribution aux efforts des différentes institutions de l'État pour la préservation des acquis nationaux, particulièrement dans le domaine de la sécurité et de la stabilité, au raffermissement du front interne, à l'encadrement du débat national pour l'édification d'une Algérie nouvelle. Il s'agit, en outre, de contribuer aux différents chantiers de réforme, notamment de la Constitution, à la consolidation des fondements de l'Unité nationale et de l'ancrage des valeurs novembristes outre, la sensibilisation aux menaces pesant sur la cohésion nationale

et sociale. Le Réseau tend, également, selon ses initiateurs, à promouvoir les composantes de la société civile en force de proposition, à inculquer la culture de l'espoir et d'adhésion aux efforts nationaux de développement, notamment en direction des jeunes, outre, l'ouverture d'espaces et d'ateliers-débat sur les questions liées à l'insertion des jeunes à la dynamique d'innovation et de développement, à l'instar de la création de startups en tant qu'outil de création de richesse et d'emploi et la proposition de projets dans ce domaine aux autorités publiques. Œuvrer à la contribution de la société civile à l'appui des efforts de la diplomatie algérienne en faveur de la préservation de la souveraineté et de la sécurité nationales, figure également parmi les objectifs de cette initiative. La même source souligne que «la porte reste ouverte» devant tous les acteurs de la société qui croient en ces objectifs et souhaitant contribuer à leur concrétisation. Ce Réseau, dont la



réunion a été abrité par le Rassemblement de la jeunesse algérienne (RAJA), regroupe nombre d'organisations à l'instar du Forum algérien des cadres et de promotion des jeunes, de l'Organisation algérienne de l'environnement et de la citoyenneté, de l'Organisation nationale de la jeunesse et du tourisme, du

Mouvement national des étudiants algériens, de l'Organisation nationale de solidarité estudiantine, du Forum algérien des jeunes journalistes et l'Organisation algérienne HAWA pour la promotion de la famille.

Houda H.

## Justice

## Louisa Hanoune libérée



La présidente du Parti des travailleurs Louisa Hanoune a été libérée lundi soir à l'issue du procès en appel qui s'est déroulé au tribunal militaire de Blida. La cour d'appel militaire de Blida a confirmé lundi soir le jugement en première instance en condamnant Saïd Bouteflika, Mohamed Mediène et Athmane Tartag à 15 ans de prison ferme, tandis que Louisa Hanoune a été condamnée à trois ans de prison dont neuf mois ferme dans le cadre de l'affaire d'«atteinte à l'autorité militaire» et de «complot contre l'autorité de l'Etat», a indiqué un des avocats de la défense, M<sup>e</sup> Seddik Mouhous. Louisa Hanoune «quittera la prison après avoir purgé sa peine de neuf mois de prison ferme».

Le juge d'audience a prononcé le verdict au terme du procès en appel, en confirmant le jugement précédent de 15 ans de prison ferme à l'encontre de Saïd Bouteflika, Mohamed Mediène et Athmane Tartag, et

trois ans de prison dont neuf mois ferme contre Louisa Hanoune pour «non-dénonciation d'une réunion suspecte, tandis que les charges d'atteinte à l'autorité militaire et de complot contre l'autorité de l'Etat», retenues contre elle ont été abandonnées, a déclaré l'avocat. Il a indiqué également qu'avant la levée de l'audience, «l'affaire de Hanoune a été débattue en chambre de conseil car étant une affaire criminelle». La majorité des membres de la chambre se sont prononcés «contre les charges d'atteinte à l'autorité militaire et de complot contre l'autorité de l'Etat, et pour l'inculpation de non-dénonciation d'une réunion suspecte». Pour ce qui est de la question «pourra-t-elle bénéficier d'une modification ou d'une annulation du jugement», la majorité a répondu «oui». L'avocat a précisé également que l'accusée «a purgé sa peine de neuf mois de prison ferme et sera immédiatement libérée».

## Saïdal

## Mme Fatouma Akacem installée dans ses nouvelles fonctions de PDG

Mme Fatouma Akacem a été installée, ce mardi, dans ses nouvelles fonctions de PDG de Saïdal, en remplacement de Mohamed Nouas, indique ce droupe pharmaceutique dans un communiqué. La cérémonie d'installation a été présidée par le directeur général de la gestion du secteur public marchand au ministère de l'industrie et des Mines, en présence des directeurs centraux et des membres du Conseil d'administration de Saïdal. Titulaire d'un diplôme de doctorat d'Etat en pharmacie à l'université de Montréal (Canada) et d'un master en business administration à l'université de Lille (France), Mme Akacem a occupé plusieurs postes de responsabilité au sein de Saïdal, dont celui de directrice de marketing et de l'information médicale.

## Crise libyenne

## Boukadoum : «Le peuple libyen, seul habilité à choisir qui le représente»

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a réaffirmé, mardi à Alger, que «le peuple libyen est le seul habilité à choisir qui le représente», infirmant «un quelconque mécontentement» du Gouvernement légitime en Libye en raison de sa dernière rencontre avec le Maréchal Khalifa Haftar.» Les choses se sont bien passées lors de ma dernière visite en Libye, il n'y a eu aucun problème. Nous ne faisons aucune différence entre toutes les parties libyennes, car seul le peuple libyen est habilité à choisir qui le représente», a déclaré le ministre à la presse en marge

d'une plénière de l'APN consacrée à la présentation et au débat du Plan d'action du gouvernement.

Infirmant «un quelconque mécontentement» du Gouvernement légitime en Libye suite à sa dernière rencontre avec le Maréchal Khalifa Haftar, Boukadoum a précisé avoir rencontré le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohamed Taher Siala et «cette question n'a pas été soulevée». «La position de l'Algérie est claire envers tous les frères libyens et non seulement ceux de Tripoli et Benghazi», a-t-il souligné.



## Santé et Transports

## Les ministres rendent visite aux étudiants rapatriés de Chine

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid et le ministre des Travaux publics et des Transports, Farouk Chiali se sont rendus, ce lundi, à l'hôtel Raïs (Ain Taya) où sont hébergés les étudiants algériens, mauritaniens et libyens rapatriés la semaine dernière de Wuhan, suite à la propagation du virus Corona, le ministre de la Santé a affirmé avoir promis de visiter régulièrement les étudiants rapatriés pour s'enquérir de leur état de santé, saluant les efforts du staff médical mobilisé qui est à leur chevet jusqu'à ce qu'ils quittent l'hôtel la semaine prochaine. Dans le même contexte, Benbouzid s'est dit rassuré de l'état de santé des patients, ajoutant qu'aucun symptôme du virus Corona n'a été enregistré depuis leur rapatriement. Pour sa part, le ministre des Travaux publics et des Transports a rassuré les citoyens quant aux mesures prises par les pouvoirs publics pour «assurer le contrôle au niveau de tous les points frontaliers du pays». Les étudiants rapatriés ont, de leur côté, fait part de leur satisfaction quant aux efforts

consentis par les pouvoirs publics à savoir l'hébergement, le transport et la prise en charge médicale, souhaitant quitter l'hôtel dans les plus brefs délais pour rejoindre leurs familles.

Le Docteur Mehdi Ouanouri, psychologue à l'hôpital des maladies infectieuses El Hadi-Flici (El Kettar) a fait savoir que l'état psychologique des étudiants rapatriés de la ville chinoise de Wuhan était fragile, mais dès leur montée à bord de l'avion d'Air Algérie et rencontre avec le staff médical ils ont renoué avec la sérénité.

Le Dr Ounouri a indiqué qu'il procédait à l'examen de l'état psychologique des étudiants deux fois par jour, mais également sur demande et prodigue des traitements individuels et collectifs, relevant que «certains souffrent encore du choc notamment après les images relayées sur les réseaux sociaux montrant une situation de panique dans les régions touchées par le coronavirus en Chine». D'autres ont été choqués par l'isolation qui leur a été imposée à Wuhan, foyer de l'épidémie du coronavirus. Cette panique commence à disparaître progressivement», a-t-il rassuré.

Y. D.

## Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire  
Wilaya de Tizi-Ouzou - Daïra d'Iferhounène - Commune d'Iferhounène

## AVIS D'INFRUCTUOSITÉ

En exécution des dispositions du D-P N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, après évaluation des offres techniques, Le P/APC d'Iferhounène informe l'ensemble des soumissionnaires que l'avis d'appel d'offre national ouvert N° 01/2019 avec exigence de capacités minimales (relance suite à une déclaration d'infructuosité) portant : Réhabilitation en béton bitumineux du chemin communal ceinturant le village BOUAIDEL par IKHDACHENE (1ère tranche), publié dans les deux quotidiens l'Echo d'Algérie, El MOUHRER El Youmi en date du 02/01/2020 et le BOMOP, est déclaré infructueux (offres non conformes au cahier des charges). Tout soumissionnaire contestant cette décision peut introduire un recours auprès du secrétariat du bureau des marchés dans les 10 jours à compter de la première publication de cet avis dans la presse ou le BOMOP (si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite est prorogée au jour ouvrable suivant).

Sudoku

	6		7		1		4	
		2	4		5	6		
5	9						1	7
		7		1		5		
			8		3			
	3	5				8	9	
2			6		8			9
	5	3				7	2	
4								1

Codes

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
										D		

Dermatose allergique

14	15	16	17	18	19	20	21
G	H	V	F	Y	B		

6	5	7	8	9	7	1	10	8	5	11	5	8
12	13	14	1	14	13	1	15	5	10	14	16	1
8	1	6	6	5	6	6	1	8	14	6	1	1
1	16	1	14	13	16	1	1	2	3	1	4	5
17	13	5	14	18	1	1	8	1	16	14	19	
12	6	12	1	10	10	1	4	12	6	16	13	
13	7	6	20	10	5	14	1	1	7	9		
14	2	1	6	7	14	13	5	10	1	9	8	
18	1	8	6	1	12	8	12	6	13	1	1	1
9	6	14	1	8	6	5	10	19	12	16	1	
2	6	16	16	14	8	1	10	14	8	1	6	
14	10	1	16	12	21	1	8	5	10	1	6	1
16	5	6	1	10	9	13	2	1	6	5		
1	2	5	8	16	1	1	15	1	8	14	1	6

Arc de triomphe édifié au centre de Berlin

7	9	8	16	1	11	1	21	8	5	13	11	
1	21	9	12	8	15							

Pêle-mêle

En BD, une succession horizontale d'image.



- AGUERRI
- ALLEMAND
- BALADER
- BALEINE
- BIFFER
- BINETTE
- BIZUTE
- CASTRAT
- CERISE
- CONSPIRE
- DECLASSE
- DEMEURE
- DETERRE
- EMBRASE
- ENGLOBE
- ETANT
- GNOME
- INSTALLE
- LIBEREE
- LIMITANT
- LOYER
- NIDIFIE
- OCCUPER
- ORAGEUSE
- PARER
- PERVERSE
- PINTE
- QUITTE
- RECEL
- SOCIABLE
- STRATE
- TAPEUR
- TERREAU



E	S	S	A	L	C	E	D
D	G	N	O	M	E	E	E
B	E	Y	A	T	T	S	T
E	E	M	U	T	A	E	E
R	T	Z	E	R	I	S	R
L	I	N	B	U	R	I	R
B	I	M	I	E	R	R	E
B	E	M	V	P	E	E	D
R	E	R	I	A	U	C	A
E	E	N	R	T	G	E	L
P	T	D	G	E	A	L	A
U	T	N	E	L	R	N	B
C	I	A	T	O	O	A	T
C	U	M	A	R	S	B	P
O	Q	E	N	A	O	N	E
N	E	L	T	G	C	D	L
S	I	L	U	E	I	R	I
P	F	A	A	U	A	E	B
I	I	T	E	S	B	F	E
R	D	S	R	E	L	F	R
E	I	N	R	E	E	I	E
E	N	I	E	L	A	B	E
C	A	S	T	R	A	T	E

Mots fléchés

DODU, UN PEU GRAS	QUI SONT MIENNES	MANQUE D'AISSANCE	UN DEVOIR	PAS ABIMÉ	CONTRAIRE DU BIEN	FÊLÉE, FENDUE
ORAISON	PARTIRAIT	SERINENT	BOITEUX, INSTABLE		GLACE EN CORNET	
P			CHAMFORT INTIME			
FABRIQUE D'ARMES				PARFOIS ONDULÉE		
PRIT LE RISQUE		OISEAU AU BEC MUNI D'UNE POCHE		FEMELLE DU CANARD		
						ACTION DE RÉUNIR Z
RÉGION À VISITER			ÉNERVERA			
VASE DE FLEURS			SE TORD DE JOIE			
		CLASSANT			FIN DE VERBE	
		PERSONNES MÉCHANTES			MARQUE D'ABSENCE	
POIVRE DE CAYENNE	RIPOLINÉE				POINT DE BOUSSOLE	
					SITUATION	
			ENDUITE DE CIRE		PLEIN DE CHAPELURE	
TRÈS PETITE ÎLE	SAINT EN PETIT		SOCIÉTÉ D'ANIMAUX			
	OUVERTES AU BLOC		EXPOSER AU VENT			
		DÉPARTEMENT 01		OPPOSÉ AU N.-N.-E.		PLUS QUE COPINES
				PETITE CHAMBRE		
DÉTAILLER UN MOT				ICI EN RACCOURCI	VOLONTÉ DE BÉBÉ	
TEMPS DE VACANCES					HOSTILE	
		RAPPORTÉ, RACONTÉ				DÉTRUITE, RAVAGÉE
		DE LA BILE				
DEVENIR TIÈDE	TEL UN TRIANGLE	NON CLOSE		TRAVAILLA LA TERRE		
		PARTICIPE PASSÉ DE DEVOIR		DU CÔTÉ		
				FEMELLE DU LION		
				DISTINGUA		
PAS EN GROUPE			ÉPUISÉES			
QUI SONT VÔTRES			MANGEUSES DE TRICOT			
		FAIT UN PASTICHE			MON POUR UNE FILLE	RANGEA LA VOITURE
		NOTE À LA CLFF			FUTILITÉ	
DIRIGEAIT	EXÉCUTÉE				ESTRADE À COMBATS	
	FLEUVES NAISSANTS					
				MONARQUE		LA TIENNE
						MAGNESIUM RACCOURCI
PARCOURU UN LIVRE		FIT UN RÊVE			UN PRINCE DU DÉSERT	
MIMIQUES						
				PASSA LE LONG DE		

Solutions

Mots codés	Mots fléchés	Sudoku
CASIMATELAPPEL	ANGLAISE	968 135 247
ANETNATALISTE	CRANE	371 246 958
LACANAUNE	FIENT	452 879 136
FROTER	ATESTE	847 351 629
ROULER	CRANE	513 692 784
CARDEUR	CRANE	296 487 315
ENVOI	CRANE	847 351 629
TRAM	CRANE	513 692 784
RAC	CRANE	296 487 315
ESTAI	CRANE	513 692 784
TESTRUSH	CRANE	296 487 315
EDDE	CRANE	513 692 784
AGCUIVRES	CRANE	296 487 315
RN	CRANE	513 692 784
CASSERDA	CRANE	296 487 315
ETAI	CRANE	513 692 784
CASSERDA	CRANE	296 487 315
RESSACS	CRANE	513 692 784
TREUIL	CRANE	296 487 315
STO	CRANE	513 692 784
NE	CRANE	296 487 315
SPIDER	CRANE	513 692 784
IO	CRANE	296 487 315
TE	CRANE	513 692 784
LANE	CRANE	296 487 315
TACON	CRANE	513 692 784
BANS	CRANE	296 487 315
ASE	CRANE	513 692 784
ISSU	CRANE	296 487 315
BANS	CRANE	513 692 784



**NUMEROS UTILES**

**Numéros Verts**

- Police : **1548**
- Gendarmerie nationale : **1055**
- Sonelgaz : **3303**
- Alerte kidnapping : **104**
- Personnes en difficulté ou en détresse : **1527**
- SOS Sécurité : **112**
- SOS Santé : **115**

**Urgences**

- SAMU : **021 23 50 50**
- Police : **17**
- Protection civile : **14**
- Gendarmerie nationale : **021 96 42 22**
- Sapeurs-Pompiers : **021 71 14 14**
- Sûreté de la wilaya d'Alger : **021 73 00 73**
- Centre antipoison : **021 97 98 98**
- Centre des grands brûlés : **021 63 29 95**
- Institut Pasteur : **021 67 25 02**

**Hôpitaux**

- CHU Mustapha : **021 23 35 35**
- CHU Ait Idir : **021 97 98 00**
- CHU Ben Aknoun : **021 91 21 63**
- CHU Beni Messous : **021 93 15 50**
- CHU Kouba : **021 28 33 33**
- CHU Bab El Oued : **021 96 06 06**
- CHU Bologhine : **021 95 82 24**
- CHU El Kettar : **021 96 48 97**
- HCA Aïn Naâdja : **021 54 05 05**
- Hopital Tixeraine : **021 55 01 10**
- Hopital Zéralda : **021 32 63 94**
- Centre Pierre et Marie Curie : **021 23 66 66**

**Compagnies Aériennes**

- Air Algérie : **021 74 24 28**
- Tassili Airlines : **021 50 98 58**
- Air France : **021 98 04 04**

**Dépannages**

- Gaz : **021 68 44 00**
- Electricité : **021 68 55 00**
- Service des eaux : **021 67 50 30**

**Radios**

- Chaîne I : **021 21 48 37**
- Chaîne II : **021 69 11 70**
- Chaîne III : **021 48 15 15**
- Radio El Bahdja : **023 70 99 99**
- Jil FM : **021 69 27 27**
- ENRS : **021 69 34 03/06**

**Services**

- Algérie Télécom : **100**
- Serveur vocal chèques postaux : **1530**
- Seaal : **3394**
- Scouts musulmans algériens : **3033**
- Association algérienne de psychiatrie : **1512**
- Réclamations : **18**
- Renseignements / Réveil : **19**
- Télégramme : **13**

**Hôtels - Alger**

- Hôtel El Djazaïr : **026 21 80 80**
- Hôtel El Aurassi : **021 74 82 52**
- Hôtel Hilton : **021 21 96 96**
- Hôtel Sheraton : **021 37 77 77**
- Hôtel Mercure : **021 24 59 70**
- Hôtel Ibis : **021 98 80 20**
- Hôtel Albert Premier : **021 73 65 06**
- Hôtel Safir : **0551 42 58 48**
- Hôtel El Riadh : **021 45 23 58**
- Hôtel Mazafran : **021 32 00 00**
- Hôtel AZ Zéralda : **023 32 55 89**
- Hôtel Oasis - Kouba : **021 77 04 04**
- Hôtel New Day - Kouba : **023 77 47 47**
- Hôtel Mouflon d'Or : **021 54 25 62**

**Hôtels - Sud**

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa : **029 89 46 20**
- Hôtel - El Boustan - El Ménéa : **029 81 60 50**
- Hôtel Tahat - Tamanrasset : **029 31 21 21**
- Hôtel Gourara - Timimoun : **049 90 26 27**
- Hôtel Touat - Adrar : **049 96 99 33**



**21h05 : Émergence**

Une policière accueille chez elle une fillette rescapée d'un accident d'avion. Tandis qu'elle enquête sur l'enfant, les phénomènes mystérieux se multiplient...



**20h15 : Zorro - Les regrets du capitaine**

Arrellanos est toujours sous l'influence des opposants, bien décidés à trouver le moyen de se débarrasser du gouverneur, qui a survécu à l'attentat...



**21h05 : Maison à vendre**

Marion, 37 ans, professeure des écoles, est l'heureuse maman d'un petit garçon de 14 mois. Elle vit à Limay dans les Yvelines, dans un appartement qu'elle a acheté seule il y a 10 ans...



**21h00 : Le Caire confidentiel**

Au Caire, en janvier 2011, une femme est retrouvée la gorge tranchée dans une chambre d'hôtel. Un inspecteur soupçonne un politicien proche du président...



**21h00 : A Dangerous Man**

Un homme, qui a passé 15 ans en prison pour un crime qu'il n'a pas commis, n'hésite pas à s'en prendre à la mafia chinoise pour sauver une jeune fille...



**21h05 : Elementary**

Un homme prend près de 20 otages, dont Joan, pour forcer Sherlock à enquêter sur le meurtre de son fils, avant la prescription de l'affaire...



**20h55 : Génie français : les ponts de tous les records**

Ce documentaire retrace l'épopée de la construction des 3 ponts parmi les plus spectaculaires du patrimoine français : le pont du Gard, le viaduc de Garabit et le viaduc de Millau...



**20h45 : Le gardien du manuscrit sacré**

En 1943, un moine se voit confier la tâche de garder un manuscrit sacré très convoité. 60 ans plus tard, il doit se trouver un successeur...



**21h05 : S.W.A.T.**

Une équipe du SWAT découvre un homme enchaîné dans un conteneur. Il possède des informations capitales pour faire tomber un réseau de trafiquants...



**Hôtel - Béjaïa**

- Hôtel Les Hammadites : **0776 88 22 38**

**Hôtel - Tizi-Ouzou**

- Hôtel Lalla Khedidja : **0795 22 65 77**

**AEROPORTS**

- Houari Boumédiène - Alger : **021 50 91 91**
- Ahmed Ben Bella - Oran : **041 59 10 77**
- Mohamed Boudiaf - Constantine : **031 81 01 24**
- Rabah Bitat - Annaba : **038 52 01 59**
- Mostepha Ben Boulaid - Batna : **023 77 01 10**
- 8 Mai 1945 - Sétif : **0651 88 73 66**

**Hôtels - Est**

- Hôtel Antar - Béchar : **049 81 71 63**
- Hôtel Kerdada - Bou Saâda : **035 53 39 04**
- Hôtel Le Caïd - Bou Saâda : **035 53 43 94**
- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud : **0660 20 88 20**
- Hôtel La Gazelle d'Or - El Oued : **032 11 89 02**
- Hôtel Marriott - Constantine : **035 53 39 04**
- Hôtel Ibis - Constantine : **031 99 20 00**
- Hôtel Cirta - Constantine : **031 92 19 80**
- Hôtel Le Majestic - Annaba : **038 86 54 54**
- Hôtel El Mountazah - Annaba : **038 65 24 12**
- Hôtel El Hidhab - Sétif : **036 51 41 34**

**Hôtels - Ouest**

- Hôtel Sheraton - Oran : **041 59 01 00**
- Hôtel Royal - Oran : **041 29 17 17**
- Hôtel Ibis - Oran : **041 98 23 00**
- Hôtel Renaissance - Tlemcen : **043 40 11 11**
- Hôtel Les Zianides - Tlemcen : **043 27 71 21 à 25**
- Hôtel Ziri - Ghazaouet : **043 32 30 25**

Tennis de table - Top 16 africain

# Participation attendue de quatre pongistes algériens à Tunis

Quatre pongistes algériens seront appelés à prendre part au Top 16 africain, prévu du 24 au 26 février à Tunis, aux côtés de 28 autres athlètes désignés par la Fédération africaine de tennis de table (ATTF), selon la liste des participants publiée par la Fédération internationale de la discipline (ITTF).

Les Algériens Sami Kherouf, Larbi Bouriah, Katia Kessaci et Lynda Loghraïbi seront présents à cette compétition qui précédera le tournoi qualificatif aux Jeux olympiques de Tokyo-2020, prévu du 27 au 29 février, également dans la capitale tunisienne. Le Top 16 africain sert de qualification à la Coupe du monde ITTF 2020, prévue pour les messieurs à Düsseldorf en Allemagne (16-18 octobre) et pour les dames à Bangkok en Thaïlande (23-25 octobre). Le système de compétition prévu pour le Top 16 africain (messieurs et dames) permettra de répartir les pongistes en quatre groupes de quatre. Les deux

premiers de chaque groupe passeront au second tour pour jouer dans un tableau à élimination directe.

#### Liste des participants :

##### Messieurs :

Omar Assar (Egypte/Vainqueur de la dernière édition), Sami Kherouf (Algérie), Mutua Brian (Kenya), Gedeon Kassa (Congo), Oba Oba Kizito (Côte d'Ivoire), Shane Overmeyer (Afrique du Sud), Aruna Quadri (Nigeria), Ahmed Salah (Egypte), Olajide Omotayo (Nigeria), Ibrahima Diaw (Sénégal), Saheed Idowu (RD Congo), Kokou Dodji Fanny (Togo), Hmam Adam (Tunisie), Olabi Monday (Bénin), Theo Cogail

(Afrique du Sud), Bouriah Larbi (Algérie).

##### Dames :

Dina Meshref (Egypte/Vainqueur de la dernière édition), Fadwa Garcia (Tunisie), Gulti Marta (Ethiopie), Kimbu Flavia (Congo), Bello Fatimo (Nigeria), Musfiqah Kalam (Afrique du Sud), Edem Offiong (Nigeria), Hanffou Sarah (Cameroun), Yousra Hilmy (Egypte), Lynda Loghraïbi (Algérie), Katia Kessaci (Algérie), Simeen Mookrey (Afrique du Sud), Amma Litobaka (Congo), Saidani Safa (Tunisie), Harena Dimbimiari (Madagascar), Jalim Nandeshwaree (Maurice).

## Championnat national militaire de tir au fusil semi-automatique à Mila Participation de 96 tireurs

Pas moins de 96 tireurs dont 16 dames participent au championnat national militaire de tir au fusil semi-automatique ouvert, lundi, au siège de la 7<sup>e</sup> brigade blindée chahid Benhadj Messaoud à Teleghema (Mila). Les participants à cette compétition de trois jours, représentent les 6 Régions militaires, à savoir les états-majors des forces terrestres, des forces marines, des forces de défense aérienne du territoire, de la garde républicaine, de la Gendarmerie nationale, la 1<sup>re</sup> brigade blindée, la 8<sup>e</sup> brigade blindée, la 12<sup>e</sup> brigade infanterie mécanique, la 40<sup>e</sup> brigade infanterie mécanique et l'Ecole supérieure des troupes spéciales. Ils concourront dans le tir de précision et le tir de rapidité dans les trois positions debout, avec appui et couché sur des cibles situées à 200 mètres pour les messieurs et à 100 mètres pour les dames conformément aux règlements du conseil international des sports militaires.

Dans son allocution d'ouverture du championnat, le commandant de la 7<sup>e</sup> brigade blindée de Teleghema a souligné que l'objectif de la compétition est de préserver la réactivité des éléments de l'Armée nationale populaire et de mettre en valeur leurs performances. Le représentant du service des sports militaires au ministère de la Défense nationale, le colonel Farid Dilmil Bouras, a souligné dans sa déclaration à la presse «l'importance du championnat qui permettra de sélectionner les meilleurs sportifs et sportives qui intégreront les sélections nationales militaires», louant les résultats obtenus lors des précédents rendez-vous sportifs. Saluant en outre l'évolution «constante» du sport militaire national, le même officier a relevé que le recours au comptage électronique dans ce championnat permet de connaître instantanément les résultats sans avoir à se déplacer vers la cible.

Natation - Meeting international de Nice

## Médaille d'argent pour Jawad Syoud

Le nageur algérien, Jawad Syoud, a décroché la médaille d'argent de l'épreuve du 200 m 4 nages, lundi, dans le cadre du meeting international de la ville de Nice (France). Jawad Syoud (20 ans) a pris la 2<sup>e</sup> place de la finale B du 200 m 4 nages, réalisant un temps de 2:02.14, devancé par le champion d'Europe, le Suisse Jeremy Desplanches (1:57.76), médaillé d'or, et le champion du monde 2019 (petit bassin), le Hongrois Balazs Hollo (2:02.14), médaillé de bronze. Considéré comme le

premier Algérien de l'histoire à nager sous la barre de deux minutes sur le 200 m 4 nages, Syoud a réussi à monter sur le podium lors de ce meeting international marqué par la participation de champions du monde et olympique. Quatre nageurs algériens ont pris part au meeting de Nice sous les couleurs de leurs clubs respectifs : Jawad Syoud (Aeron Swim Budapest/Hongrie), Remzi Chouchar (Saint-Raphael/France), Oussama Sahnoune (Cercle des nageurs de Marseille/France) et

Amel Melih (Saint Priest/France). Le meeting de Nice constitue une étape préparatoire pour les quatre nageurs algériens en prévision des championnats d'Afrique en eau libre, prévus la mi-avril en Afrique du Sud. Trois nageurs ont d'ores déjà réalisé les minima en vue des JO-2020 de Tokyo. Il s'agit d'Oussama Sahnoune (minima A au 50 m et 100 m nage libre), Jawad Syoud (minima B au 200 m 4 nages) et Abdellah Ardjoune (minima B au 100 m et 200 m Doss).

Publicité

### République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Djelfa - Daïra d'Aïn Oussera - Commune d'Aïn Oussera

NIF : 0957.1731.90565.13

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE N° 01/2020

Conformément aux dispositions de l'article 161 du décret présidentiel n° 15/247 du :16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégations de service public. Le président de l'APC de la commune d'Aïn Oussera informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales n° :89/2019 paru dans quotidien EL EYAM EL DJAZAIRIA du : 22/12/2019 et L'ECHO d'Algérie le: 21/12/2019 dont l'ouverture des plis s'est effectuée en date du : 30/12/2019 PV N° : 18 /2019, vu le PV de la réunion d'évaluation des offres n° : 03 /2020 du 04/02/2020, l'attribution provisoire s'est effectuée comme suit :

N°	INTITULE DE PROJET	ENTREPRISE	NIF	MONTANT DA	NOTE	DELAJ	OBS
01	Etude et Suivi et Réalisation d'un marché hebdomadaire – Aïn oussera.	REBHI MOHAMMED	197217310013345	15.232.000.00	34.5/50	04 mois	Offre moins disant

**OBS** :Les soumissionnaires contestant le choix opèrent par le service contractant ; peuvent introduire leurs recours dans les dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché auprès de la commission des marchés dans la commune conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel n° : 15/247 du :16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégations de service public.

-Les soumissionnaires intéressées peuvent prendre connaissance des résultat détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offre technique et financière, sont invités à se rapprocher de service contractant, au plus tard trois(03) jours a compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire.

L'Echo d'Algérie : 12/02/2020

Aneq : 2016 003 173

### République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Djelfa - Daïra d'Aïn Oussera - Commune d'Aïn Oussera

NIF : 0957.1731.90565.13

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE N° 02/2020

Conformément aux dispositions de l'article 161 du décret présidentiel n° 15/247 du :16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégations de service public. Le président de l'APC de la commune d'Aïn Oussera informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales n° :88/2019 paru dans quotidien EL MOUAID EL YOUMI du : 23/12/2019 et L'ECHO d'Algérie le: 21/12/2019 dont l'ouverture des plis s'est effectuée en date du : 30/12/2019 PV N° : 18 /2019, vu le PV de la réunion d'évaluation des offres n° : 03 /2020 du 04/02/2020, l'attribution provisoire s'est effectuée comme suit :

N°	INTITULE DE PROJET	ENTREPRISE	NIF	MONTANT DA	NOTE	DELAJ	OBS
01	Achèvement de réalisation du nouveau siège de la commune -5 <sup>eme</sup> tranche.	BADAOUI MOSTEFA	1984.1731.0183326	26.386.108.00	28.33/50	180 JOURS	Offre moins disant

**OBS** :Les soumissionnaires contestant le choix opèrent par le service contractant ; peuvent introduire leurs recours dans les dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché auprès de la commission des marchés dans la commune conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel n° : 15/247 du :16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégations de service public.

-Les soumissionnaires intéressées peuvent prendre connaissance des résultat détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offre technique et financière, sont invités à se rapprocher de service contractant, au plus tard trois(03) jours a compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire.

L'Echo d'Algérie : 12/02/2020

Aneq : 2016 003 174

## Équipe nationale

# La poisse des blessures poursuit les joueurs

La poisse des blessures poursuit les joueurs de la sélection nationale avant quelques semaines de la reprise des éliminatoires de la CAN camerounaise de 2021 avec au menu une double confrontation contre le Zimbabwe en mars prochain.

L'attaquant Hillel Soudani qui a retrouvé les Verts lors du précédent stage avec à la clé un but face au Bénin, vient d'allonger la liste des blessés non sans donner des soucis à l'entraîneur national. En fait, ce sont pratiquement tous les secteurs de jeu qui devraient être concernés par d'éventuelles absences lors des deux prochaines rencontres. Mais c'est la ligne défensive qui compte plus de joueurs blessés. Pas moins de trois titulaires sont actuellement en période de convalescence. On fait allusion aux deux latéraux Attal et Bensebaïni, ainsi que l'arrière central Benlamri. Les trois joueurs, devenus des éléments clés dans l'échiquier de l'entraîneur national Djamel Belmadi, poursuivent actuellement leurs soins dans l'espoir de reprendre la compétition avec leurs clubs respectifs dans les meilleurs délais pour être prêts pour les deux matchs de mars prochain. Et si Benlamri et Bensebaïni ont de fortes chances de récupérer de leurs blessures dans deux semaines au maximum, ça ne devrait pas être le cas pour Attal dont la période d'indisponibilité est plutôt importante

après avoir subi une intervention chirurgicale au niveau du genou en décembre passé. Un autre défenseur champion d'Afrique avec les Fenences ne devrait pas être lui aussi concerné par cette double confrontation contre le Zimbabwe. Il s'agit de Mohamed Farès qui vient à peine de réintégrer l'effectif de son club italien, Spal après plusieurs mois d'absence pour cause de blessure. Le latéral gauche a été convoqué pour la première fois cette saison parmi les 18 de son équipe dimanche passé en championnat, mais il s'est contenté de suivre du banc de touche la totalité du temps de la rencontre perdue à domicile par ses coéquipiers. C'est dire que le sélectionneur national risque de trouver des difficultés énormes pour choisir ses défenseurs. Même un joueur comme Bedrane, qui aurait pu constituer une solution de rechange pour Belmadi, son club l'ES Tunis vient d'annoncer son indisponibilité pour trois semaines en raison d'une nouvelle blessure qu'il a contractée. En revanche, d'autres joueurs, absents des terrains depuis un bon bout de temps viennent de reprendre la



compétition au grand bonheur de Belmadi. C'est le cas de Chita, Lakhel et Bentaleb. Trois joueurs de milieu de terrain qui

offrent désormais plus de choix pour le coach national dans ce secteur.

Bessa N.

## MC Alger

# Nabil Neghiz : «Si je ne décroche pas le podium à la fin de la saison, je partirai»

L'entraîneur Nabil Neghiz, officiellement installé aux commandes techniques du MC Alger, mardi, a dès lors annoncé que s'il «n'arrive pas à terminer la saison parmi les trois premiers», il présenterait aussitôt sa «démission», lui qui s'est engagé avec Le Doyen pour un contrat de 18 mois. «Certes, je prends le club dans des conditions difficiles, mais ce n'est pas pour autant une excuse pour revoir ses objectifs à la baisse. Nous sommes actuellement sur la troisième marche du podium et je considère que c'est une position favorable pour continuer à jouer les premiers rôles, et même pour prétendre au titre» a-t-il ajouté en conférence de presse, au stade du 5-Juillet. L'ex-entraîneur adjoint de l'Équipe nationale a reconnu que «le départ de certaines pièces maîtresses, comme Farouk Chafaï, Ayoub Azzi et Sofiane Bendebka a beaucoup amoindri le gros potentiel, qui avait permis au MCA de bien démarrer la saison», mais il s'est dit «prêt à faire avec les moyens du bord», pour maintenir la cadence et atteindre ses objectifs. «Ma première mission consiste à remettre

l'équipe sur les rails. Ce qui passe par redonner confiance aux joueurs, tout en récupérant les blessés, comme Abdelmoumène Djabou, car leur apport nous sera probablement très bénéfique» a-t-il expliqué. Une fois ce premier objectif atteint, Neghiz essaiera de récolter les points qui lui permettront de concurrencer le CR Belouizdad pour le titre, à commencer par le chaud duel contre la JS Saoura, prévu samedi pour le compte de la 18<sup>e</sup> journée. «Le MCA reste sur une belle victoire en déplacement, mais c'était en Coupe arabe. Les choses seront totalement différentes en championnat et il faudra donc répondre présent», a-t-il tenu à rappeler, avant d'espérer «revoir les joueurs confiants et libérés, comme face au Raja de Casablanca», ce qui avait joué un grand rôle dans cette victoire au Maroc (0-1). Interrogé sur la domiciliation du MCA, Neghiz a assuré que «le fait de jouer à Bologhine, au 5-Juillet ou ailleurs ne lui pose aucun problème», pour peu que «le terrain soit praticable et que les gradins soient suffisamment grands

pour accueillir un maximum de supporters» Mouloudéens, car il compte énormément sur le soutien du public pour l'aider dans sa mission. Neghiz, qui sera appelé à collaborer avec le préparateur physique Mourad Ikiouène et les entraîneurs adjoints Faouzi Lafri et Réda Babouche, a insisté sur d'autres facteurs qu'il a jugé importants pour la réussite de sa mission, notamment, le calme, la stabilité et la sérénité. Ce qui implique selon lui l'ensemble de la famille mouloudéenne : joueurs, entraîneurs, dirigeants et supporters. «En pareille situation, il faut faire preuve également de rigueur, sur tous les plans, car le moindre relâchement pourrait affecter la bonne marche du club, et vu nos objectifs, c'est un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre» a-t-il encore rappelé. Ne disposant pas encore de sa licence d'entraîneur pour pouvoir diriger sa nouvelle équipe à partir du banc, Neghiz a révélé qu'en attendant la régularisation de ce problème, il se contentera de préparer l'équipe pendant les entraînements.

## CAF Super Cup

### Six Algériens dans le groupe de l'EST

L'entraîneur de l'Espérance de Tunis, Mouine Chaabani, a convoqué une liste élargie de joueurs pour la finale de la Super Coupe d'Afrique face au club égyptien du Zamalek, vendredi prochain au stade Ben Jassim d'Al Gherrafa au Qatar. Six algériens figurent dans cette liste, il s'agit de ; Tougaï, Chetti, Benguit, Bensaha, Meziane et enfin le défenseur Bedrane qui en dépit de sa blessure musculaire a été sélectionné dans cette liste élargie du Tarradji. Rappelons que l'Espérance de Tunis est le détenteur de la Ligue des Champions d'Afrique tandis que le Zamalek a remporté la saison dernière la Coupe de la Confédération africaine.

## Coupe d'Algérie

### Nabil El Kouki : «L'ES Sétif est déterminée à se qualifier aux quarts de finale»

L'Entente sportive de Sétif est «prête et déterminée» à se qualifier pour les quarts de finale de la Coupe d'Algérie à l'occasion de la réception du CS Constantine jeudi prochain en 8<sup>es</sup> de finale de l'épreuve populaire, a déclaré, lundi, l'entraîneur de l'équipe, Nabil El Kouki. «L'équipe est entrée en phase de préparation et nous sommes décidés à arracher le billet de qualification au prochain tour», a indiqué le coach de l'ESS, avant l'entame de la séance d'entraînement en prévision de la rencontre contre le CS Constantine qui - 1945, dans le cadre des 8<sup>es</sup> de finale de la Coupe d'Algérie. «Nous sommes entièrement prêts et déterminés à concrétiser cet objectif en dépit de la difficulté de la rencontre contre une grande équipe en pleine forme qui a

remporté une victoire importante à l'extérieur face à l'USM Alger», a souligné le technicien tunisien. Et d'ajouter : «Nous veillerons à préserver la série des résultats positifs, en jouant jeudi sur notre terrain, nous allons bénéficier du soutien de nos supporters avec lesquels nous nous sommes réconciliés après le passage à vide de la phase aller». «Il n'y aura pas de préparation spéciale pour ce derby pour manque de temps», a précisé El Kouki, soulignant que le travail sera focalisé sur la récupération et la préparation mentale. En plus des incertitudes autour de la participation d'Amir Karaoui à ce match, l'ESS sera privée des services de l'attaquant Habib Bougelmouna et du défenseur Saadi Redouane, a-t-il indiqué. S'agissant de

l'absence des joueurs récemment recrutés, Mohamed Benyahia et Houari Ferhani (suspendu sur décision du comité médical de la FAF depuis juillet dernier), le coach tunisien a affirmé que ces deux joueurs «ne faisaient pas dès le départ partie du groupe». La formation de l'ESS compte un effectif de 22 joueurs et l'absence de certains joueurs ne posera pas de problèmes, car nos éléments sont motivés et conscients de la responsabilité, selon Nabil El Kouki. «Les stages de préparation de l'équipe ont été soigneusement étudiés et ont pris en compte le facteur du calendrier chargé, et le fait de jouer un match tous les quatre jours est normal et nous devons nous adapter à cette situation», a-t-il signalé.

## Ligue 1 - USM Alger

# Serport en sauveur ?

Le bout de tunnel pour l'USMA ? Après le rachat, hier, du club algérois par le Groupe public des services portuaires «SERPORT-Spa», il semble en effet que la crise usmiste est terminée.

**D**u moins ses ennuis juridico-financiers. Hier en fin de matinée, le club a publié un communiqué surprise, sur sa page Facebook, dans lequel il informe que le jour même, «une réunion s'est tenue, sous le patronage du président de la République, qui a regroupé le président de la SSPA USMA et le président directeur général du groupe SERPORT pour le rachat du club». Une conférence de presse était prévue dans l'après-midi pour revenir en détails sur cet accord qui va certainement ravir les milliers de fans des Rouge et Noir, dont certains s'apprêtaient d'ailleurs à organiser au même moment un sit-in au niveau du cercle du club à Bab El Oued. Ils comptaient descendre dans la rue pour exiger le départ sans condition de l'ancien actionnaire majoritaire de l'USMA, le groupe ETRHB appartenant à la famille Haddad. Le conflit qui dure depuis l'incarcération de Ali Haddad en avril dernier, a mis le club dans une situation délicate qui s'est aggravée ces dernières semaines suite aux mauvais résultats de l'équipe dans les différentes compétitions. Il faut savoir que les comptes bancaires du club étaient

bloqués à l'instar de ceux de toutes les entreprises appartenant à l'ex-homme d'affaires proche de l'ancien pouvoir politique. Du coup, il était quasi impossible de gérer l'équipe. N'était la patience des joueurs et leur fidélité au club, l'USMA aurait pu connaître des jours encore plus sombres. La venue de Serport, d'abord en tant que sponsor majeur et maintenant comme repreneur est salutaire, voir vitale pour l'avenir de l'USMA. Visiblement, les autorités sous la pression grandissante des supporters usmistes, ont fini par prendre en charge ce problème et le résoudre une fois pour toutes. Un problème qui a trainé et auquel on a tardé à lui trouver une solution durable. Mais le nouveau gouvernement a décidé de prendre le taureau par les cornes en mettant à la disposition de l'USMA une société publique. Reste à savoir maintenant comment l'opération de rachat va-t-elle s'effectuer, sachant que les Haddad possèdent plus de 75% des actions de la SSPA/USMA. Une opération pas si simple que cela sachant en outre que le club trainerait une ardoise de 400 milliards de centimes de dettes, d'après des proches du dossier.



Même si ces chiffres n'ont pas été vérifiés, ni confirmés. Dans un autre registre, le rachat de l'USMA pose un problème d'éthique qui est déjà d'actualité. Celui de la prise en charge par les pouvoirs publics de certains clubs (Sonatrach pour le MCA, Madar pour le CRB, ENTP pour le CSC,

etc), alors que d'autres sont complètement délaissés. Le MCO, la JSK, le NAHD, l'USMH, le WAT pour ne citer que ces formations, sont complètement livrées à elles mêmes. Elles aussi, ont droit à plus de considération. Elles méritent que l'on s'occupe d'elles tout autant que les autres.

Maintenant que l'Etat a décidé de se mêler des affaires du football, il faut mettre tout le monde sur un pied d'égalité pour ne pas créer un environnement malsain et surtout éviter le régionalisme et la frustration qui peuvent en découler.

Ali Nezlioui

MC Oran

### Plus de 140 millions DA dans les caisses depuis juillet 2019

La direction du MC Oran a reçu une somme globale estimée à 140, 7 millions de dinars pendant la période allant du 1er juillet 2019 au 31 janvier 2020, selon un tableau récapitulatif des recettes publié mardi par ce club de Ligue 1 de football. Le gros de ces recettes émane de l'entreprise Hyproc (filiale de Sonatrach) qui a attribué en juillet dernier un chèque de 50 millions de dinars, suivi en janvier passé par un autre chèque de l'ordre de 30 millions, lit-on dans le même document. Au cours de la première partie de la saison, les caisses du MCO ont été également renflouées par un montant de 2 millions de dinars émanant de Sonatrach, tandis que les recettes des rencontres des Hamraoua au stade Ahmed-Zabana, au nombre de neuf, dont deux en Coupe d'Algérie, sont estimées à un peu plus de 3 millions de dinars, souligne-t-on encore de même source. Ces rentrées d'argent ont servi, entre autres, à payer environ quatre mois de salaires aux joueurs, ce qui renseigne, selon la direction du MCO, «des difficultés rencontrées par ce club pour honorer ses engagements envers son effectif et couvrir les grandes charges d'une formation évoluant au premier palier». Cette situation a poussé d'ailleurs le premier responsable actuel du club, Si Tahar Cherif El Ouazzani, à revendiquer à maintes reprises le rattachement de son équipe à une entreprise publique comme solution définitive aux interminables problèmes financiers des Rouge et Blanc, à l'instar d'autres pensionnaires de l'élite mis sous la coupe de sociétés économiques.

## Brésil

# Pelé ne se déplace plus, est devenu dépressif et vit reclus, selon son fils

Handicapé par des problèmes de hanche, le Brésilien Pelé, légende vivante du football, «vit reclus» et «souffre d'une forme de dépression», a révélé, lundi, son fils. «Il est assez fragile en termes de mobilité (...), ce qui fait qu'il souffre d'une forme de dépression», a expliqué au site Globoesporte.com Edinho au sujet de son père. Pelé a célébré ses 79 ans en octobre et a multiplié les séjours à l'hôpital ces dernières années. «Il n'arrive pas à marcher normalement. Seulement avec un déambulateur. Il va un peu mieux par rapport à une période récente où il était en fauteuil roulant, mais il a du mal à se

déplacer», a ajouté le fils du triple champion du monde. «Vous imaginez, c'est le Roi, il a toujours été une figure si imposante et aujourd'hui il n'arrive plus à marcher normalement (...) Il a honte, il ne veut pas sortir, aller dans la rue. Il est replié sur lui-même, vit reclus», a-t-il poursuivi. Les apparitions en public de Pelé, considéré par beaucoup comme le plus grand footballeur de l'histoire, sont de plus en plus rares. En avril 2019, il s'était rendu à Paris pour participer à une opération promotionnelle avec le prodige français Kylian Mbappé, mais avait dû être hospitalisé en raison

de problèmes rénaux. Pelé n'a qu'un rein depuis l'époque où il était encore joueur. Une côte cassée pendant un match avait endommagé son rein droit, qui lui avait finalement été retiré. Mais il souffre également beaucoup des hanches, notamment à cause de la pose d'une prothèse émaillée selon son entourage d'une «erreur médicale». Mis à part les problèmes de mobilité et leurs conséquences sur son moral, Pelé «va bien» sur le plan physique, a souligné Edinho dans l'entretien au site. Fin 2014, il avait déjà été victime d'une grave infection urinaire et placé en soins intensifs et sous dialyse.

Ligue 1

## Vers la concession des stades ?

Alors que l'actuel gouvernement a tenu une réunion ministérielle la semaine dernière où il a insisté sur la livraison des stades actuellement en construction, il semble qu'il est question désormais de concéder aussi la gestion des infrastructures aux clubs. On ne sait pas s'il s'agit des nouveaux stades mais le gouvernement veut aller vers la concession de stades aux clubs. Concernant l'amélioration de la couverture en matière d'infrastructures, le programme du gouvernement prévoit une assistance au profit des clubs professionnels de football à travers la concession de stades et l'octroi de terrains pour la réalisation de leurs stades et infrastructures sportives. «Ceci permettra aux clubs de rentabiliser ces infrastructures et de diversifier les sources de financement», indique-t-on. Jusqu'à aujourd'hui, seule l'USM Alger gère directement un

stade à travers une concession décennale avec l'APC de Bologhine depuis plus de 15 ans. Le Mouloudia d'Alger tente depuis de nombreuses années de faire de même avec le stade du 5-Juillet mais l'absence d'autres grandes infrastructures sportives dans la capitale fait que le MCA n'y arrive pas. Le 5 février dernier, lors d'une visite d'inspection des chantiers des stades de Baraki et Douera, le wali d'Alger, Youcef Cherfa, avait fait état de nouvelles facilitations pour pallier le retard enregistré dans la réalisation de ces infrastructures sportives et tenir les délais de leur livraison, prévus fin 2020.

### Le 5-Juillet rouvrira lundi à l'occasion du derby CRB-NAHD

Le stade olympique du 5-Juillet (Alger) rouvrira ses portes lundi

après la fin des travaux de réfection, à l'occasion du derby CR Belouizdad-NA Hussein Dey, comptant pour la 18<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1, a indiqué, mardi, la Ligue de football professionnel (LFP). «Signalons que la désignation de cette confrontation a été décidée conformément à l'accord entre les deux clubs conclu avant le déroulement du match de la phase aller. Les dirigeants des deux formations se sont entendus à disputer leurs rencontres aller et retour dans cette enceinte», rappelle la LFP. Fermée en novembre dernier, l'enceinte olympique a fait l'objet depuis d'une vaste opération de modernisation et mise à niveau, selon les dernières directives du Gouvernement, qui a donné son accord pour le financement de plusieurs opérations. La direction de l'Office du complexe

olympique (OCO) Mohamed-Boudiaf a profité de la fermeture du 5-Juillet, pour la réfection de la pelouse en gazon naturel, afin de relancer le projet d'installation de portiques électroniques aux différentes entrées de cette enceinte. Il est utile de rappeler que ce projet date de 2015 lorsque le stade du 5-Juillet avait déjà fait l'objet de toute une opération de réhabilitation qui a duré plusieurs mois (de septembre 2013 à avril 2015). La mise en service de ces équipements devrait permettre à l'OCO et à la direction du temple olympique de lutter contre la fraude et d'améliorer les recettes issues de la billetterie, sans compter un meilleur contrôle des accès et une sécurisation des entrées de l'enceinte. D'autres opérations ont également eu lieu, comme la réfection des vestiaires.

Météo	Alger	Oran	Constantine	Béchar	Ouargla
Min Max	8°/19°	9°/23°	5°/21°	7°/20°	13°/25°
Horaires des prières	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
Alger	06:13	13:02	16:00	18:24	19:47

## Révision de la Constitution

# Tebboune reçoit Abdelaziz Belaïd et Abdellah Djaballah

Le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier matin, une délégation du Front El Moustakbel présidée par le président du parti Abdelaziz Belaïd. Selon le chargé de communication du parti, Raouf Mameri, cette rencontre s'inscrit dans le cadre du dialogue et des consultations engagés sur la révision de la Constitution. Dans le même cadre, le chef de l'Etat Abdelmadjid Tebboune a également reçu, hier après-midi, le président du Front de la justice et du développement (FJD) Abdellah Djaballah au siège de la présidence. Cette rencontre entre, dans le cadre du dialogue et des consultations engagées par le président, avec les personnalités et les dirigeants de partis politiques, en vue de la révision de la constitution.



### Pensée

Une pieuse pensée à la mémoire de notre regretté beau-frère **Nouar Mehieddine**, décédé il y a un an (le 13 février 2019) à l'âge de 67 ans, suite d'une maladie. En ce souvenir et quelles que soient la grandeur de notre émotion et l'acuité de notre peine, le directeur de la publication L'Echo d'Algérie, Ahsene Saaïd, tient au nom de sa famille à saluer sincèrement sa mémoire et à lui rendre un hommage bien mérité.

Puisse Dieu le Tout-Puissant accorder au Défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir une place en Son Vaste Paradis

## Météo | Bagdad sous la neige, un phénomène rarissime en Irak

Bagdad s'est réveillée, hier, sous la neige, un phénomène rarissime en Irak, pays habitué à souffrir de la chaleur extrême, ont rapporté des médias. Il y a 12 ans, il s'agissait de neige fondue, mêlée à des averses de pluie. Cette fois, ce sont plusieurs centimètres de neige qui ont recouvert voitures, trottoirs et palmes des dattiers, selon la même source. Hier matin, outre Bagdad, la ville sainte chiite de Kerbala, plus au sud, était aussi recouverte

de quelques centimètres de neige. «Cet épisode neigeux va se prolonger mercredi», a indiqué Amer Al Jaberi, directeur du centre météorologique de Bagdad, précisant que cette vague de froid venait du continent européen. Le Nord irakien, montagneux, est tous les ans enneigé et des stations de ski ont même vu le jour au Kurdistan. Mais dans le sud, où la température dépasse 50 degrés en été, la neige est rarissime. A Mossoul, la grande ville

du Nord, la mosquée Al Nouri, était mardi sous un manteau de neige, de même que les décombres de la Vieille ville ravagée par la guerre contre les terroristes de l'organisation autoproclamée «Etat islamique» (Daech). Ailleurs dans le Nord, la neige recouvrait également les tentes des camps des centaines de milliers de déplacés —chassés de leurs maisons par la percée de l'EI en 2014— ou de réfugiés, venus de la Syrie voisine en crise.

Offre postpayée

Be KING

500

DA/mois

Appels et SMS illimités vers Mobilis

خلص واش تسحق وقت ما تحب!

X%III%O ٥٦%I †%Θ4ΣΛ

300<sup>DA</sup>

=

3<sup>GO</sup>

500<sup>DA</sup>

=

7<sup>GO</sup>



Plans voix/sms et pass internet disponibles sur \*600# ou via mobilispace ou meetmob.mobilis.dz

www.mobilis.dz




**L'ECHO**  
D'ALGERIE  
INFORMER ET PENSER LIBREMENT  
Quotidien National d'Information

[www.lechodalgerie-dz.com](http://www.lechodalgerie-dz.com)